CONSEIL COMMUNAL

PROCÈS-VERBAL N° 3/2018
SÉANCE DU 12 OCTOBRE 2018 A 20H.00 A L'HÔTEL DE VILLE D'OLLON

M. le Président Roberto VALTERIO ouvre la séance et fait procéder à l'appel des Conseillères et Conseillers. Celui-ci dénombre 55 présents, 14*excusés et 1 démission. (*A relever que MM Stéphan BONJOUR et Ferenc RABEL ont été annoncés par erreur absents sans excuse)

« Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles ». C'est par la citation du philosophe Sénèque que M. le Président débute son discours expliquant les raisons qui l'ont amené à accepter la présidence du Législatif pour les 12 prochains mois.

M. le Président annonce qu'il y a lieu d'ajouter un point 3bis à l'ordre du jour pour la nomination d'un nouveau Conseiller. Soumis à l'approbation de l'Assemblée, celle-ci accepte la modification. L'ordonnancement de la séance est donc le suivant :

1. Communications du Bureau du Conseil
2. Adoption du procès-verbal de la séance du 22 juin 2018
3. Nomination d'une Conseillère à la Commission des zones

3bis Assermentation d'un nouveau Conseiller

4. Préavis N° 2018/08 : Arrêté d'imposition 2019
   Rapport de la Commission des finances

   Préavis n° 2018/09 : Révision du Règlement de police
   Rapport de la Commission

   Préavis n° 2018/10 : Règlement relatif à la perception d'une taxe sur l'énergie électrique
   Rapport des Commissions

   Préavis n° 2018/11 : Travaux de remise en état suite aux différents événements climatiques de 2018
   Rapport de la Commission des finances

   Préavis n° 2018/12 : Renouvellement de la signalisation touristique (routière et piétonne)
   Rapport des Commissions
5. Réponse au postulat de M. le Conseiller communal André BAUMANN intitulé : « Mise à disposition d'un véhicule Mobility sur la Commune d'Ollon »
6. Communications municipales
7. Propositions individuelles

1. Communications du Bureau du Conseil

1. M. le Président annonce la démission du Conseiller Laurent WILLOMMET et donne lecture de sa lettre.

2. M. le Président communique que les dates des séances du Conseil communal pour 2019 sont planifiées aux : 22 mars – 21 juin – 11 octobre et 13 décembre.

3. M. le Président informe le Législatif que les délibérations du 22 mars 2019 auront pour cadre la Salle du Grand Conseil Vaudois à Lausanne.

2. Adoption du procès-verbal de la séance du 22 juin 2018

M. le Président demande si quelqu'un désire la lecture du procès-verbal du 22 juin 2018 ou lui apporter une modification.

M. Robert UNDERWOOD souhaite que :

1. toutes les annexes qui sont mentionnées dans le projet du compte-rendu qui est transmis par mail aux Conseillers soient jointes à l'envoi.
2. l'envoi du procès-verbal soit fait au minimum 10 jours avant le Conseil.

Aucune autre modification n'étant requise, ce compte-rendu est soumis au vote.

A main levée et à l'unanimité, celui-ci est approuvé.

3. Nomination d'une Conseillère à la Commission des zones

Suite à la démission du Conseiller Laurent WILLOMMET, également membre de la Commission des Zones, il incombe à son parti, en l'occurrence « Les Verts » de le remplacer par l'un ses élus.

Pour ce faire, M. Stéphane COSANDEY propose la candidature de Mme Stéphanie GENOUD. Les applaudissements de l'Assemblée valident cette nomination.

3bis Assermentation d'un Conseiller

Afin de pallier à la démission de M. Laurent WILLOMMET au sein du Conseil, il advient d'assermenter son remplaçant dans les rangs du parti « Les Verts ».

Ce dernier, ne disposant plus de viennent-ensuite relevant des élections communales de 2016, M. Stéphane COSANDEY propose la candidature de M. Emmanuel ESTOPPEY et le présente brièvement. Habitant Antagnes depuis plusieurs années, après avoir habité dans les hauts de la Commune, il est marié et père de 4 enfants. Sur le plan professionnel, il a été gestionnaire du site de Lavaux, patrimoine mondial de l'Unesco, jusqu'en septembre dernier mais il demeure président des sites suisses de cette entité. Il se dirige actuellement vers le développement d'autres

activités professionnelles. Pour avoir été, durant 8 ans, un collaborateur de l'Office du Tourisme de Villars et officié comme accompagnateur de montagne, il connaît notre Commune « de haut en bas ».

M. le Président Roberto VALTERIO demande à l'Assemblée de se lever et procède, selon le cérémonial d'usage, à la prestation de serment de M. Emmanuel ESTOPPEY.

Le nombre de Conseillers présents est maintenant de 56.

4. Préavis N° 2018/08 - Arrêté d'imposition 2019

M. Gilbert FREYMOND donne lecture du rapport de la Commission des finances dont les conclusions corroborent celles du préavis municipal, à l'unanimité de ses membres.

La discussion est ouverte mais la parole n'est pas demandée.

M. le Président relit les conclusions du préavis et les soumet au vote.

A main levée et à l'unanimité,

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2018/08
- ayant entendu le rapport de la Commission des finances
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

décide

1) d'**ARRETER** pour l'année 2019 le taux d'imposition communal à **68 %** du taux cantonal de base pour les chiffres 1, 2 et 3 de l'Arrêté d'imposition,

2) de **RECONDUIRE** les autres chiffres et articles sans modification,

3) d'**ADOPTER** ledit Arrêté d'imposition selon le projet déposé.

4. Préavis n° 2018/09 - Révision du Règlement de police

M. Dominique ROUX procède à la lecture du rapport de la Commission chargée d'étudier le préavis susmentionné et qui a rédigé 3 amendements sur les articles suivants : 10bis - amende d'ordre, 18 – Lutte contre le bruit – point b et 60 – matières inflammables, point 1. En conclusion, la Commission, à l'unanimité de ses membres présents, sous réserve de l'acceptation des 3 amendements qui seront traités dans le cadre du Règlement de police, propose au Législatif d'accepter le préavis municipal.

Avant de procéder à l'énumération des articles dudit Règlement, M. le Président invite les Conseillers à intervenir au fur et à mesure.

Art. 10bis. – Amende d'ordre

Les membres de la Commission chargée de l'étude de ce préavis ont considéré qu'il était important de rajouter le terme **« mégot »** au dernier point de cet article. Ainsi, un amendement est déposé par la voix de son rapporteur, M. Dominique ROUX, dont la teneur est la suivante :

« Article 10bis – Amende d'ordre

1) Les contraventions suivantes sont passibles d'une amende d'ordre au sens de la LAOC :

sur le domaine public ou ses abords
- *uriner, CHF 100.-*
- *cracher, CHF 100.-*
- *déposer, répandre ou déverser des excréments humains ou animaux, de manière immédiate ou médiate, CHF 100.-*
- *abandonner de façon non conforme ses déchets, CHF 200.-*
- *utiliser des sacs à ordures autres que ceux agréés par la Municipalité CHF 200.-*
- *utiliser un point de collecte des déchets en dehors des horaires prescrits, CHF 200.-*
- *incinérer des déchets ailleurs que dans des installations d'élimination, CHF 100.-*
- *introduire des matières indésirables dans les déchets destinés au recyclage, CHF 200.-*
- *utiliser l'infrastructure pour éliminer des déchets non produits sur le territoire communal, CHF 200.-*
- *mélanger des déchets devant faire l'objet de tri sélectif, CHF 200.-*
- *déposer ou jeter des déchets, notamment papier, débris, emballage,* ***mégots*** *ou autres objets, CHF 100.-*

2) paragraphe inchangé»

La discussion est ouverte sur cet amendement. Aucune intervention n'étant faite, il est soumis au vote. Par 51 oui, 2 non et 3 abstentions la proposition est acceptée.

Mme Marlen PERRIER dépose un également amendement sur l'article 10bis avec l'argumentaire suivant : *« La formulation de l'article 10bis n'est pas favorable au maintien de nos traditions que sont les montées à l'alpage ou les désalpes, par exemple. A cela s'ajoutent les déplacements quotidiens des troupeaux de certains paysans ayant encore leur ferme proche, voire même à l'intérieur des villages. Des souillures et encombrements de la voie publique résultent de ces déplacements. Le but de cet amendement est de créer une exception à l'application de l'art 10bis, 3ème point, à l'instar de l'art. 28 où les cloches de vaches et les coqs ne sont pas considérés comme nuisances sonores. J'ai donc l'honneur, au vu de ce qui précède, de soumettre au Conseil l'amendement suivant, en ajoutant la phrase suivante: Les souillures engendrées par des troupeaux de bovins ou d'ovins, lors de déplacements empruntant la voie publique (inalpe, désalpe, etc.) sont tolérées. Les propriétaires des dits troupeaux doivent prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité des usagers en avertissant l'autorité délégataire et en prévenant des risques au moyen d'une signalisation adéquate ».*

La discussion est ouverte sur cet amendement.

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET, s'il convient que la suggestion est louable, doit cependant préciser qu'elle va malheureusement à l'encontre de la Loi sur les routes (LRou) qui stipule à son article 30 - Usage abusif; souillures

1 Il est interdit d'utiliser la route et ses annexes de manière abusive et notamment de les salir ou de les endommager.

2 Celui qui salit la route est tenu de la nettoyer dans les meilleurs délais. A défaut, l'autorité procède au nettoyage aux frais de la personne responsable.

M. le Municipal CHOLLET explique que cet article reste à l'appréciation de l'intervenant et à son bon sens, ce dont fait preuve la Police du Chablais au moment des inalpes et des désalpes. Malgré cela, il y a un équilibre à trouver pour assurer la sécurité des usagers de la route, notamment des motards en respectant la législation. Selon lui, cet article peut bien être modifié mais, de facto, il ne sera pas valable puisque la législation cantonale a la primauté sur le règlement communal.

Mme Marlen PERRIER explique que depuis une dizaine d'années, lors de la montée à l'alpage du troupeau familial, entre St-Triphon et Les Ecovets, et de sa descente en automne, des tracasseries surviennent avec la Police quant au nettoyage de la route empruntée par le bétail. Mme la Conseillère indique que les accompagnateurs du troupeau font de leur mieux pour éviter de salir la chaussée mais qu'il n'est pas possible de laver la route sur tout le tracé. Elle souhaiterait plus de compréhension en regard des traditions que sont l'inalpe et la désalpe.

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET estime que la Police du Chablais a jusqu'à maintenant fait preuve de souplesse dans ses interventions et continuera de le faire avec ou sans cette modification. Comme dit précédemment, cet article peut bien être intégré au Règlement communal de la Police mais il n'aura aucune valeur en vertu de la Loi cantonale sur les routes qui lui est supérieure.

Au vu de ces échanges, M. le Président demande à Mme Marlen PERRIER si elle maintient son amendement.

Mme la Conseillère répond qu'elle souhaite effectivement maintenir sa proposition.

La discussion se poursuit.

Selon M. Jean-François THEUBET, vu que la Loi stipule que la route doit être nettoyée, il y aurait lieu de notifier de ne pas infliger d'amende, en sus du nettoyage, aux paysans qui déplacent leurs troupeaux. Il propose ainsi un sous-amendement libellé comme suit *« déposer, répandre ou déverser des excréments humains ou animaux* ***(sauf animaux de rente)****, de manière immédiate ou médiate, CHF 100.- »*. A son avis, tout en étant sous l'égide de la Loi sur les routes, cela permettrait d'éviter une amende et tiendrait compte des traditions.

M. le Président invite M. Jean-François THEUBET à déposer le texte de son sous-amendement.

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET propose plutôt le terme « d'animaux domestiques ».

S'en suit plusieurs échanges de point de vue sur les définitions d'animaux domestiques ou de rente.

Suite au dépôt du sous-amendement de M. Jean-François THEUBET, M. le Président Roberto VALTERIO demande à Mme la Conseillère PERRIER si elle maintient toujours son amendement.

Avant de se décider, cette dernière demande à M. THEUBET de lui expliquer sa démarche.

M. Jean-François THEUBET développe sa proposition en indiquant que puisque cet article 10bis est au chapitre des amendes d'ordre, plutôt que de se focaliser sur le nettoyage des routes, c'était de notifier ici que dans le cadre du respect des traditions, il n'y a pas lieu de taxer d'une amende les personnes qui déplacent du bétail, des ânes, chèvres etc. Sa proposition est de présenter un sous-amendement, *en prenant la peine de vérifier s'il y a lieu d'employer le terme « animaux domestiques ou de rente ». A son avis,* cette dernière expression définit plus justement l'aspect professionnel de ces déplacements. Par conséquent, le libellé de son sous-amendement est : *« déposer, répandre ou déverser des excréments humains ou animaux* ***(à l'exception des animaux de rente)****, de manière immédiate ou médiate, CHF 100.- ».* Cela lui paraît contribuer au besoin du maintien des traditions en ne sanctionnant pas les paysans lorsqu'ils déplacent leurs troupeaux.

M. le Président VALTERIO demande l'avis de spécialistes dans l'Assemblée pour savoir si en parlant « d'animaux de rente » cela désigne bien les animaux utilisés dans l'agriculture tels que : vaches, moutons, chèvres, chevaux ?

M. le Syndic Patrick TURRIAN estime que cet énoncé n'est pas approprié. En effet, il veut éviter que les chiens puissent être inclus dans « les animaux de rente ». Pour illustrer sa pensée, il prend l'exemple d'une personne dont l'activité professionnelle est de s'occuper des chiens de tiers et de les promener. Il veut écarter la possibilité d'interpréter que, dans ce cadre-là, les chiens ont le droit de se laisser aller sur la voie publique !

M. Quentin RACINE pense, pour sa part, que cette discussion est inutile car en définitive c'est un humain qui va être sanctionné. On ne va pas infliger une amende à une vache !... ainsi, c'est la personne qui répand, déverse des excréments humains ou animaux qui est punie. Selon ses dires, « de facto on ne peut pas punir une vache, donc on ne pourra pas punir un paysan parce que son animal a déversé ou répandu son excrément ». Pour M. le Conseiller, l'article peut être conservé dans sa rédaction originale sans y apporter de modification.

Mme Janique BONZON, après une rapide recherche sur internet, donne la définition de ce qui est considéré comme animal de rente, à savoir : *« La notion d'animaux de rente rassemble les animaux d'espèces détenues directement ou indirectement en vue de la production de denrées alimentaires ou pour fournir une autre prestation déterminée, ou qu'il est prévu d'utiliser à ces fins ».*

M. Jean-Luc CHOLLET propose de laisser le soin aux juristes du Canton de trouver la bonne formulation, en regard de la volonté du Conseil d'exclure les animaux de ferme de cet article, tels que chevaux, vaches, moutons et chèvres.

M. le Président résume la situation qui tend à vouloir modifier le paragraphe du troisième point de l'art. 10bis comme suit : *« déposer, répandre ou déverser des excréments humains ou animaux,* ***excepté vaches, moutons, chèvres, chevaux et les animaux qui répondent à la définition d'animaux de rente****, de manière immédiate ou médiate, CHF 100.- »*. Pour que le Conseil puisse se prononcer formellement sur cette modification, il demande qu'elle soit faite par écrit munie d'une signature.

M. Pierre MEYLAN dit partager l'analyse de M. RACINE quant au fait que ce règlement s'adresse à des êtres humains. Ainsi le cas d'une vache qui s'oublie sur la chaussée ne peut être considéré comme un dépôt volontaire d'excréments sur la voie publique par le paysan ! Cela doit être bien différencié d'un acte volontaire de souillure, qui mérite lui une sanction, à des traditions (inalpe/désalpe) qui doivent perdurer et pour lesquelles les paysans ne doivent pas être amendés. De son point de vue, il n'y a rien à changer à la mouture originale de cet article.

Pour M. Dominique DIETRICH, le règlement s'applique au détenteur de la bête qui en est responsable. S'il conçoit qu'il est difficile de laver l'entier du tracé emprunté par le bétail au moment de l'inalpe et de la désalpe, M. le Conseiller estime que c'est le propriétaire du troupeau qui est responsable de ses animaux, comme tout propriétaire de chien, par exemple.

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET confirme qu'au sens de la Loi, les agriculteurs sont responsables du nettoyage de la route. Cependant, si la volonté des Conseillers est de ne pas amender les paysans qui déplacent leurs troupeaux, il se demande s'il ne faudrait pas ajouter les chevaux aux bovins et ovins dont Mme la Conseillère PERRIER fait mention dans son amendement. A son avis, il n'y a pas lieu de rédiger un sous-amendement mais plutôt de modifier l'amendement de cette dernière.

Après quelques échanges de considérations entre plusieurs Conseillers sur le but à atteindre, soit l'exemption d'une amende pour les propriétaires de troupeaux au moment de la montée et/ou de la descente de l'alpage, malgré la Loi sur les routes, Mme Marlen PERRIER retire son amendement au profit d'un nouveau texte déposé par M. Jean-François THEUBET. Quant à M. le Municipal J.-L. CHOLLET, il renonce également à déposer un sous-amendement.

M. le Président Roberto VALTERIO prend donc en considération l'amendement rédigé par M. le Conseiller THEUBET qui propose de modifier le point 3 de l'art. 10bis comme suit : ***« déposer, répandre ou déverser des excréments humains ou d'animaux (sauf animaux de rente), de manière immédiate ou médiate, CHF 100.-».*** Le but de cet amendement, si les juristes l'acceptent, est de ne pas dresser de contravention aux propriétaires de bétail d'exploitation. Il demande si quelqu'un désire encore s'exprimer sur ce point lié aux excréments des troupeaux en déplacement.

La parole n'étant pas demandée, l'amendement précité est soumis au vote. A main levée, celui-ci est accepté par 51 oui, 2 non et 3 abstentions.

M. le Président poursuit l'énumération des articles du Règlement de police.

Article 18 – Lutte contre le bruit

M. Dominique ROUX, rapporteur de la Commission en charge d'étudier ce préavis, propose un amendement sur l'article 18 – Lutte contre le bruit point b) 2ème paragraphe. En effet, la Commission considère qu'il n'est pas judicieux d'avancer à

7h.00 le début de l'utilisation de machines et appareils bruyants. Ramener ce début à 8h.00 ne va pas pénaliser les ouvriers ou employés communaux qui commencent leur journée à 7h.00. La modification proposée est la suivante :

« Article 18 – Lutte contre le bruit – point b – 2ème paragraphe
b) en particulier
Il est interdit de troubler la tranquillité et le repos des voisins par l'emploi d'instruments ou d'appareils trop bruyants.
L'utilisation de machines et appareils bruyants est interdite de 20.00 à 08.00 et de 12.00 à 13.00.

Le samedi, leur utilisation est autorisée de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 18h00 seulement

Les points a) - c) – d) demeurent inchangés ».

La discussion est ouverte :

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET indique que la Municipalité maintient sa position d'autoriser les travaux bruyants dès 7h.00 pour une question de cohérence car c'est également l'heure où les entreprises démarrent leurs chantiers. Attendre 8h.00 pour débuter la journée serait trop restrictif pour eux, tout comme pour les Services communaux qui doivent effectuer certaines tâches bruyantes dès la première. Il y a une logique que durant la semaine, du lundi au vendredi, les travaux puissent débuter à 7h.00.

M. Timothée VODOZ met en évidence qu'en période estivale, lors des grandes chaleurs, le fait de débuter le travail à 7h.00 permet aux ouvriers de travailler dans des conditions qui sont moins éprouvantes pour leur organisme et d'être ainsi plus performants. Il estime que c'est une notion à ne pas négliger, par respect pour les travailleurs.

Mme Catherine FLÜTSCH comprend très bien le souci des entreprises et des Services communaux, mais elle comprend moins que l'on donne ainsi feu vert à n'importe quel habitant pour couper sa haie ou tondre son gazon à une heure si matinale. Elle trouve cela inacceptable dans les quartiers d'habitation. Mme la Conseillère considère que c'est différent pour un chantier qui, lui, aura une certaine durée avant de se terminer. Dans ce cas, les gens savent qu'ils doivent être compréhensifs et en accepter les nuisances pendant quelques semaines ou mois. Quant aux Services communaux, ils ne passent pas toujours aux mêmes endroits. En revanche, elle estime que cela pourrait être problématique si un voisin prend l'habitude de tondre son gazon tous les lundis à 7h.00 !... Mme FLÜTSCH pense qu'il faudrait adapter cet horaire dans les zones villas pour que les travaux bruyants ne puissent commencer qu'à 8h.00.

M. le Président VALTERIO demande à Mme la Conseillère si son intervention est un soutien à l'amendement de la Commission, ce que cette dernière acquiesce.

Mme Catherine FLÜTSCH précise qu'elle était membre de la Commission ad hoc et qu'après discussion celle-ci était arrivée à la conclusion qu'il y avait beaucoup de travaux qui pouvaient être entrepris avant 8h.00 sans être nécessairement bruyants. Personnellement, ce qui la dérange le plus, ce sont les faucheuses dans les talus et qui pourraient, selon elle, être utilisées à d'autres moments de la journée plutôt qu'à 7h.00 du matin !

M. Gilbert FREYMOND rétorque qu'il ne connaît personne qui tond son gazon à 7h.00 du matin à cause de l'humidité produite par la rosée !

Mme Catherine FLÜTSCH précise qu'elle prenait la tondeuse comme exemple mais qu'il y a plein d'autres machines sonores.

M. Gilbert FREYMOND pose la question suivante : « va-t'on laisser les gens travailler ? ». Pour lui, commencer à travailler à 8h.00 réduit le temps pour accomplir toutes les tâches ou alors il faut prolonger plus tard le soir. M. le Conseiller partage le même avis que M. VODOZ quant aux avantages que cela représente pour les ouvriers de commencer à travailler tôt le matin lorsque la température est encore fraîche.

M. Dominique ROUX, souligne qu'il est ici question de travaux bruyants et que cela n'empêche pas les entreprises de commencer à 7h.00. Il estime qu'il y a plein de travaux qui ne font pas de bruit qui peuvent être entrepris. Pour lui : *« si le gazon est trop humide à 7h.00 pour les privés, il l'est aussi pour les Services communaux !... »*.

Mme Caroline GANZ DE MEYER propose de marquer la différence, soit : pour les professionnels 7h.00 et les privés 8h.00.

M. le Président demande à Mme GANZ DE MEYER si elle souhaite déposer un sous-amendement pour cette proposition ?

Mme la Conseillère répond qu'elle suggère simplement une solution.

M. le Président demande à M. ROUX s'il souhaite modifier son amendement dans le sens de la proposition de Mme GANZ DE MEYER.

M. Dominique ROUX répond qu'il conserve le texte initial de l'amendement rédigé par la Commission technique.

La parole n'étant plus demande, M. le Président relit le texte de cet amendement qui demande : *« Article 18 – Lutte contre le bruit – point b – 2ème paragraphe*
b) en particulier
Il est interdit de troubler la tranquillité et le repos des voisins par l'emploi d'instruments ou d'appareils trop bruyants.
L'utilisation de machines et appareils bruyants est interdite de 20.00 à 08.00 et de 12.00 à 13.00 *»*.

A main levée, par 6 oui, 45 non et 5 abstentions cet amendement est refusé.

Article 18 – Lutte contre le bruit

Si cela peut être considéré comme un détail, M. Neil KIRBY demande toutefois des clarifications quant au point e) de cet article, partant du principe qu'un règlement doit être précis. Par conséquent, M. le Conseiller demande au sujet de ce point qui stipule :
e) chantiers
1) Afin de développer et maintenir un tourisme de qualité lors des saisons d'hiver et d'été tous les travaux bruyants sont réduits dans les secteurs touristiques.
2) Le périmètre ECVA (Ecovets – Chesières – Villars – Arveyes) est visé par les dispositions ci-dessous :

a) En période estivale, durant les semaines 31 et 32, les travaux de terrassement avec transport de terre sur la voie publique, l'emploi de pelles mécaniques, de bulldozers ou de toute autre machine similaire sont interdits.

La municipalité peut accorder des autorisations aux entreprises des services publics ou privés requérant une exploitation continue, ou lorsque le maintien ou le rétablissement de la sécurité publique l'exige. »

Si ce dernier paragraphe se réfère à la lettre *e) et aux chantiers* ou s'il s'agit d'une disposition générale sur le bruit ?

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET répond que cet alinéa se rapporte au point e) Chantiers. Il se renseignera toutefois.

M. Neil KIRBY demande alors si ce paragraphe est le point **b)** des dispositions de la lettre e) ? Il pense que cela devrait être clarifié par les Juristes du Canton mais ne souhaite pas déposer un amendement. Il laisse le soin à la Municipalité d'éclaircir ce point afin d'éviter toute équivoque.

M. le Président prend note de cette demande et prie la Municipalité d'y donner suite et poursuit l'énumération des articles du Règlement de Police.

Art. 25. – Mineurs

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET, au nom de l'Exécutif, dépose un amendement sur l'article 25. – Mineurs car au point a) il est stipulé que les mineurs n'ont pas le droit de fumer. Or, la législation fédérale autorise les mineurs de plus de 16 ans à fumer et consommer de l'alcool fermenté. Le Canton de Vaud va plus loin en interdisant uniquement la vente aux mineurs. Par ailleurs, un mineur de plus de 16 ans encore scolarisé dans le cursus obligatoire est soumis à la Loi scolaire en vigueur qui interdit toute consommation de tabac et d'alcool. En conséquence, la Municipalité vous propose de modifier l'article 25 comme suit :

Art. 25. – Mineurs

Au sens du présent règlement, sont considérées comme :

a) mineurs : les administrés âgés de moins de 18 ans révolus ;
b) majeurs : les administrés âgés de plus de 18 ans.

Il est interdit aux mineurs :
a) d'acheter des cigarettes ou des produits à base de tabac
b) *de moins de 16 ans, de consommer des boissons alcoolisées* ***et de fumer*** *;*
c) de consommer des boissons distillées ou considérées comme telles ;
d) de consommer des produits stupéfiants ;
e) de sortir non accompagnés d'un majeur responsable entre 22 heures et 6 heures.

Les mineurs ***de plus de 16 ans encore scolarisés dans l'école obligatoire doivent se conformer aux prescriptions de l'art. 102 du Règlement de la Loi sur l'Enseignement Obligatoire (RLEO) et*** *aux règles en vigueur dans l'établissement scolaire qu'ils fréquentent.*

La discussion est ouverte mais la parole n'est pas demandée. M. le Président soumet donc l'amendement déposé par la Municipalité au vote de l'Assemblée.
A main levée et à l'unanimité cette modification est acceptée.

Article 60 - Matières inflammables

Au nom de la Commission chargée de l'étude du préavis, M. Dominique ROUX, dépose un amendement sur l'article 60 – matières inflammables, point 1 car elle estime que le nouvel article tel que rédigé ne remplit pas sa mission en préconisant que : « *il est interdit d'allumer ou d'aviver un feu au moyen de substances explosives, de liquides inflammables, à l'exclusion des produits usuels vendus dans le commerce ou d'autres matières inflammables* ». Cela équivaut à dire, en finalité, qu'on interdit mais on autorise l'usage de tous les produits vendus dans le commerce, la benzine par exemple, qui permettent d'allumer un feu ! Cette contradiction a été mise en évidence lors de la séance de travail et M. le Municipal J.-L. Chollet, a donné son accord pour modifier cet article comme suit :

« *Article 60 - Matières inflammables*

1) ***il est interdit d'allumer ou d'aviver un feu au moyen de substances explosives, de liquides inflammables, à l'exclusion des liquides allume-feu en vente dans le commerce et expressément prévus à cet effet.***

2) *La Municipalité ou l'Autorité délégataire peut imposer des mesures de sécurité relatives à la préparation, la manutention et l'entreposage de telles matières.*»

La discussion est ouverte. La parole n'étant pas demandée, il est procédé au vote de cet amendement après sa relecture par le Président.

A main levée, cette modification est acceptée à l'unanimité.

L'énumération des articles se poursuit.

Art. 73bis – Autorisations spéciales

M. Stéphane COSANDEY souhaite apporter une modification au point c) de l'article 73bis car il constate qu'aujourd'hui ce sont principalement des professionnels de la santé liés à des soins à domicile qui font régulièrement des visites et plus uniquement les médecins, comme autrefois. M. le Conseiller dépose ainsi un amendement sur cet article afin de modifier la lettre c) comme suit : ***« c) aux professionnels de santé effectuant régulièrement des visites à domicile »***
Cet amendement est mis en discussion. La parole n'étant pas demandée, M. le Président passe au vote.

A main levée et à l'unanimité cet amendement est accepté.

L'énumération des articles reprend.

Article 115 - Terrasses et dépendances

A l'article 115 chiffre 2, lettre b) « *interdire ou restreindre l'usage de systèmes de*

chauffage, électriques ou à gaz, des terrasses », M. Jimmy BARRILLON propose d'amender cet article par l'argumentaire suivant : *« selon le Règlement d'application de la Loi révisée sur l'énergie, les chauffages en plein air (terrasses, estrades, terrains de foot, etc.) ne sont admis que s'ils utilisent exclusivement des énergies renouvelables ou de rejets thermiques inutilisables d'une autre manière. Des exceptions sont possibles pour des exigences liées à la sécurité ou pour des manifestations, commerces et terrasses existants à l'année exclus, d'une durée maximum de 35 jours consécutifs. Les chauffages à énergies renouvelables étant pour l'instant extrêmement coûteux, je vous propose l'amendement suivant : « Supprimer à la lettre b) interdire ou restreindre l'usage des systèmes de chauffages électriques ou à gaz sur les terrasses » et remplacer par* ***« La Municipalité peut autoriser des chauffages à gaz ou électriques pour des manifestations d'une durée maximum de 35 jours consécutifs »***

La discussion est ouverte. La parole n'étant pas demandée, M. le Président relit l'amendement déposé et le soumet au vote.

A main levée, par 38 oui, 10 non et 8 abstentions cet amendement est accepté.

Art. 121. – Activités susceptibles de générer des nuisances sonores

A l'article 121 chiffre 1 lettre b), stipulant qu'il est interdit, en tout temps, la diffusion de sons à l'extérieur, M. Jimmy BARILLON estime qu'en regard de la situation touristique de notre Commune, il serait dommageable d'accepter cet article. En effet, l'art 48 lettre a) du Règlement d'exécution de la Loi du 26 mars 2002 sur les auberges et les débits de boissons (RLADB), stipule :

Art. 48a Terrasse1
1. La diffusion de musique, sur les terrasses autorisées d'établissements, est interdite.
2. **Des dérogations pourront être accordées par la Municipalité, qui en informera systématiquement le département.**

M. le Conseiller Jimmy BARRILLON prend l'exemple d'autres stations et autres endroits à vocation touristique où, souvent, sur les terrasses, il y a de la musique pour créer de l'ambiance. Au vu de ce qui précède, il pense qu'il serait bien de modifier la lettre b) qui stipule « en tout temps, la diffusion de sons à l'extérieur » et de la remplacer par : ***« Pour la diffusion de musique sur les terrasses, des dérogations peuvent être accordées par la Municipalité, qui en informera systématiquement le Département ».***

La discussion est ouverte :
M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET considère que cette proposition est justifiée et propose alors de reprendre le libellé de l'article 48 du Règlement d'exécution de la Loi sur les auberges et les débits de boissons (RLADB).

M. Jimmy BARILLON répond qu'à son avis l'article 121 n'est pas très bien compréhensible.

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET, comprend que le souhait de M. BARILLON soit l'autorisation de diffuser de la musique d'ambiance mais il lui précise que dans le cadre d'un règlement : « dans un premier temps, il faut bien dire ce qui est interdit et après que des autorisations sont possibles ». Il propose à nouveau de reprendre les deux alinéas tels quels de l'art. 48 de la (RLADB).

M. Jimmy BARILLON rétorque que dans ce cas il n'est rien mentionné pour la diffusion de musique de 07h.00 à 19h.00.

M. le Municipal CHOLLET répond que l'on pourrait user du libellé suivant : « 1) En tout temps la diffusion de musique, sur les terrasses autorisées d'établissements, est interdite, **2) Des dérogations pourront être accordées par la Municipalité, qui en informera systématiquement le Département ».**

Jimmy BARILLON est d'accord avec cette rédaction.

M. le Président Roberto VALTERIO demande à ce que la modification sur laquelle MM. CHOLLET et BARILLON se sont entendus, soit clairement énoncée. Il demande en outre si ce dernier retire son amendement.

M. Jimmy BARILLON répond qu'il maintient l'amendement mais avec la modification proposée par M. le Municipal CHOLLET.

M. le Municipal J.-L. CHOLLET dicte ainsi le texte : *« En tout temps la diffusion de musique, sur les terrasses autorisées d'établissements, est interdite, néanmoins des dérogations pourront être accordées par la municipalité, qui en informera systématiquement le département »*. La modification sera réunie sur un seul alinéa.

M. le Président demande que cette modification soit couchée sur le papier.

M. Jean-François THEUBET intervient à ce moment car il ne comprend pas du tout cette proposition qu'il estime faire doublon avec le point b) qui stipule : ...*« b) en tout temps, la diffusion de sons à l'extérieur*

M. le Conseiller BARILLON indique que c'est justement cette lecture qui lui pose problème !...

De l'avis de M. le Conseiller Jean-François THEUBET, il y a lieu d'abord de regarder le point a). Il a l'impression que l'énoncé original est conforme et de toute manière il faudra une autorisation pour émettre de la musique de 22h.00 à 7h.00. Il sollicite en cela l'avis du Conseiller RACINE, Juriste de profession.

M. Jimmy BARILLON déclare qu'il se réfère à l'avis de M. RACINE et que si ce dernier confirme les propos de M. THEUBET, il retire son amendement.

Après encore quelques échanges, l'amendement de M. BARILLON est finalement retiré.

Arrivé au bout de l'énumération des articles du règlement de Police, M. le Président VALTERIO ouvre la discussion sur l'ensemble du préavis.

M. Alain BURNIER, sur le ton de l'humour, « espère que le juriste ne facturera pas ses heures ce soir », faisant ainsi allusion aux nombreuses interventions/sollicitations par et envers M. Quentin RACINE dont c'est la profession.

La parole n'étant plus demandée, M. le Président relit les conclusions du préavis, en tenant compte des amendements votés et acceptés du Règlement de Police, et les soumet au vote.

A main levée et à l'unanimité

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

Tenant compte des amendements votés et acceptés sur les articles10bis, 25, 60, 73bis et 115, dont les nouvelles teneurs sont reproduites ci-après :

Art. 10bis. – Amende d'ordre

1) Les contraventions suivantes sont passibles d'une amende d'ordre au sens de la LAOC :

sur le domaine public ou ses abords :
- o uriner, CHF 100.-
- o cracher, CHF 100.-
- o déposer, répandre ou déverser des excréments humains ou animaux (sauf animaux de rente), de manière immédiate ou médiate, CHF 100.-
- o abandonner de façon non conforme ses déchets, CHF 200.-
- o utiliser des sacs à ordures autres que ceux agréés par la Municipalité, CHF 200.-
- o utiliser un point de collecte des déchets en dehors des horaires prescrits, CHF 200.-
- o incinérer des déchets ailleurs que dans des installations d'élimination, CHF 100.-
- o introduire des matières indésirables dans les déchets destinés au recyclage, CHF 200.-
- o utiliser l'infrastructure pour éliminer des déchets non produits sur le territoire communal, CHF 200.-
- o mélanger des déchets devant faire l'objet de tri sélectif, CHF 200.-
- o déposer ou jeter des déchets, notamment papier, débris, emballage, mégots ou autres objets, CHF 100.-

2) En plus des organes de police, les membres du personnel communal assermentés et formés conformément à la législation cantonale précitée sont compétents pour infliger les amendes d'ordre réprimant les infractions énoncées ci-dessus.

Art. 25. – Mineurs

Au sens du présent règlement, sont considérées comme :
a) mineurs : les administrés âgés de moins de 18 ans révolus ;
b) majeurs : les administrés âgés de plus de 18 ans.

Il est interdit aux mineurs :

a) d'acheter des cigarettes ou des produits à base de tabac
b) de moins de 16 ans, de consommer des boissons alcoolisées et de fumer ;
c) de consommer des boissons distillées ou considérées comme telles ;
d) de consommer des produits stupéfiants ;
e) de sortir non accompagnés d'un majeur responsable entre 22 heures et 6 heures.

Les mineurs de plus de 16 ans encore scolarisés dans l'école obligatoire doivent se conformer aux prescriptions de l'art. 102 du Règlement de la Loi sur l'Enseignement

Obligatoire (RLEO) et aux règles en vigueur dans l'établissement scolaire qu'ils fréquentent.

Article 60. Matières inflammables

2) il est interdit d'allumer ou d'aviver un feu au moyen de substances explosives, de liquides inflammables, à l'exclusion des liquides allume-feu en vente dans le commerce et expressément prévus à cet effet.
3) La municipalité ou l'autorité délégataire peut imposer des mesures de sécurité relatives à la préparation, la manutention et l'entreposage de telles matières.

Art. 73bis – Autorisation spéciales

1) La municipalité ou l'autorité délégataire peut accorder des autorisations spéciales permettant de déroger, sur le domaine public communal, à la limitation de la durée de stationnement et à d'autres prescriptions de circulation, aux conditions qu'elle fixe, notamment :

a) en raison de nécessités particulières (déménagement, dépannage et entretien, par exemple) ;
b) en faveur des handicapés ;
c) aux professionnels de santé effectuant régulièrement des visites à domicile ;
d) aux médecins appelés à exécuter régulièrement des interventions urgentes hors de leur cabinet ;
e) aux usagers exerçant un service d'urgence.

2) La municipalité ou l'autorité délégataire peut octroyer des autorisations spéciales d'une durée de trois ans au maximum, renouvelables. Ces autorisations peuvent être soumises au paiement d'un émolument.

Art. 115. – Terrasses et dépendances

1) Les terrasses et les dépendances extérieures des établissements publics peuvent être ouvertes jusqu'à 24h00.

2) La municipalité ou l'autorité délégataire peut :
a) imposer en tout temps un horaire de fermeture plus restrictif ou toute autre mesure nécessaire à la sauvegarde de l'ordre, la tranquillité, la sécurité et la morale publics ;

b) La municipalité peut autoriser des chauffages à gaz ou électriques pour des manifestations d'une durée maximum de 35 jours consécutifs.

et

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2018/09,
- ayant entendu le rapport de la Commission,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

DÉCIDE

1. d'**ADOPTER** le nouveau règlement de police
2. de **FIXER** l'entrée en vigueur de ce règlement dès son approbation par la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité ainsi qu'à l'échéance du délai référendaire et de requête à la Cour constitutionnelle.,

A ce moment, un changement de scrutateur intervient afin que M. Robert SCULATI puisse prendre la parole durant le traitement du préavis 2018/10. Mme Céline PINI, scrutatrice suppléante le remplace. M. le Président profite de l'occasion pour préciser que dès le début de cette séance, M. Sylvain GENOUD remplace M. Quentin RACINE pour les mêmes raisons.

4. Préavis n° 2018/10 - Règlement relatif à la perception d'une taxe sur l'énergie électrique.

Mme Denise PASTOR donne lecture du rapport de la Commission chargée d'étudier le préavis cité en titre dont les conclusions corroborent celles du préavis municipal.

La lecture du rapport de la Commission des Finances est donnée par M. Stéphane COSANDEY. Les conclusions corroborent également celles du préavis municipal.

M. le Municipal Alain DERIAZ indique qu'après les séances des Commissions des Finances et technique l'Exécutif a rédigé 2 amendements. Ceux-ci seront déposés au moment de l'étude des articles du règlement.

En vertu de l'art. 87 du Règlement du Conseil communal, M. le Conseiller Quentin RACINE sollicite formellement l'ouverture d'une discussion sur l'entrée ou la non-entrée en matière de ce préavis.

Mme Stéphanie GENOUD ayant également manifesté le souhait de s'exprimer, il lui est demandé si son intervention va aussi dans le sens de l'art. 87 du Conseil communal. Cela n'étant pas le cas, M. le Président, lui indique alors que M. RACINE s'exprimera en premier.

M. le Conseiller Quentin RACINE s'adresse à l'Assemblée en ces termes :

« Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les Conseillers,

A titre de préambule, il est de coutume d'annoncer ses intérêts. Mais également ses intentions. Je ne suis pas opposé, évidemment, au développement durable. Je fais partie d'une génération qui a toujours eu cela en tête, qui a toujours eu en tête les conséquences écologiques de telle ou telle action.

Les propos que j'entends développer ici ne sont dès lors pas une attaque contre l'écologie et ceux qui m'en feraient le reproche verraient leur remarque tomber à faux.

Je me suis longtemps penché sur ce préavis proposé qui est le résultat d'un gros travail de la Municipalité. Travail que je ne conteste évidemment pas.
Je l'ai lu attentivement et il ressort de cela que je ne peux pas accepter un tel préavis et c'est dans cette démarche, Mesdames et Messieurs, que je vous propose de ne pas entrer en matière sur ce préavis.

Pourquoi ?

Le but de ce préavis est clair. Il est mentionné dans le texte de la Municipalité et également dans le rapport de la Commission des finances. Son but est d'encourager l'utilisation des énergies renouvelables et, par le biais de subsides, offrir aux citoyens la possibilité d'investir individuellement et de manière concrète dans des actions environnementales.

Ce règlement se veut incitatif. Où est véritablement l'incitation dans la démarche proposée par la Municipalité ? L'incitation à adopter un comportement en phase avec le développement durable est sans conteste la possibilité de se voir octroyer une subvention à cet égard. Ni plus, ni moins.

Ce n'est donc, vous l'admettrez, pas l'instauration d'une taxe qui incitera les gens à adopter ce comportement. La Municipalité admet elle-même qu'elle est très faible.

Comment dès lors prétendre vouloir instaurer une taxe que l'on veut incitative alors que, de l'autre côté, on vante son caractère minime et peu onéreux sur la facture finale des consommateurs. Il y a ici une contradiction flagrante.

Je ne suis pas opposé aux subventions. Encore une fois, je trouve le but du préavis bon et justifié, toutes les actions en faveur de la planète doivent être étudiées avec le plus grand sérieux.

Il y a lieu cependant d'être cohérent et de rechercher, pour le but que l'on se fixe, une démarche lésant de manière moindre les intérêts des citoyens.

Un fonds de subventions est une bonne idée. Je la salue. L'alimenter est, évidemment, nécessaire. Et, nous l'avons tous lu, la Municipalité elle-même prévoit qu'un autre financement est possible. En effet, un prélèvement de 10% sur le compte énergétique de la Commune peut amener une somme conséquente.

Je pose donc la question suivante « Pourquoi ne pas alimenter le fonds de ces subventions avec comme seul apport les 10% du compte énergétique de la commune ? »

Le but serait atteint. Il n'y a pas de doute. Et cela éviterait, sans doute également, des situations que Monsieur Prix a lui-même relevé dans son rapport.

Quand bien même je partage l'avis qu'il faille que la Commune agisse dans le sens du développement durable, j'estime que ce préavis pose une bonne question en y apportant une très mauvaise réponse. En effet, est-ce normal qu'une famille modeste finance, de manière égale, la pose d'appareils d'un propriétaire de villa ? Est-ce légitime qu'un retraité, ne touchant que l'AVS et habitant une maison qu'il n'a que trop peu l'occasion de rénover, finance des projets communaux ?
Évidemment que non…

On voit bien que la taxe est inutile en ce sens qu'elle n'incite en rien à adopter tel ou tel comportement mais que c'est bel et bien la subvention qui pousserait les citoyens à agir de telle ou telle manière.

Dès lors, le financement du fonds par l'apport du compte énergétique paraît être une solution pragmatique, proportionnée et parfaitement apte à atteindre le but d'intérêt que l'on souhaite.

Je vous propose donc, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de ne pas entrer en matière sur ce préavis, de donner la possibilité à la Municipalité de revenir avec un nouveau projet.

Par ailleurs, la question se pose vraiment de savoir si ce préavis respecte les conditions légales élémentaires lorsque l'on lit les conclusions.

En effet, il n'est pas de compétence du Conseil communal de voter des dispositions d'applications, encore moins d'une annexe. Ces dispositions nécessitent une flexibilité que seule une procédure municipale peut garantir.

D'un point de vue formel et de fond, Mesdames et Messieurs, la non-entrée en matière paraît être une décision raisonnable et je vous encourage à soutenir cette démarche ».

C'est au tour de Mme la Conseillère Stéphanie GENOUD de s'adresser au Législatif :

« Monsieur le Président, Monsieur le Syndic, Madame et Messieurs les Municipaux, chers collègues,

Le climat se dérègle : des catastrophes naturelles surviennent un peu partout et l'actualité de ces dernières semaines malheureusement nous le prouvent. Dans les pays d'Asie avec des tsunamis, aux Etats-Unis avec des tornades et ouragans de plus en plus nombreux mais également plus localement sur le territoire communal comme le démontre le préavis n° 2018/11 sur lequel nous aurons à nous prononcer ce soir. Notre Commune aussi est touchée par les intempéries et nous devrons payer pour réparer les dégâts.

La prise de conscience collective est déjà bien ancrée, beaucoup de personnes planchent sur le sujet, des débats, des idées sont lancées et il est grand temps que la Commune d'Ollon fasse un pas en avant elle aussi et suive le mouvement déjà entrepris il y a quelques années par d'autres Communes du Chablais et de la Riviera. Nous essayons tous de faire des petites actions à notre échelle et maintenant nous avons la possibilité en tant que Conseillers communaux de donner notre accord et de soutenir la Municipalité dans son projet de création d'un fonds pour le développement durable. Si nous acceptons ce préavis, la Commune pourra soutenir divers projets qui permettront de faire des économies d'énergie et d'agir positivement en faveur du climat.

Dans ce règlement la Municipalité fixe certes des conditions précises pour alimenter ce fonds mais elle garde une certaine souplesse quant à l'octroi aux différents bénéficiaires, ce qui permettra d'étudier chaque bonne idée et de permettre ainsi à des projets intéressants de voir le jour. Ce fonds pour le développement durable permettra de soutenir différents types d'engagement en faveur de l'environnement. Les personnes physiques autant que morales pourront en bénéficier et ceci dans plusieurs domaines différents. Rien n'est définitif car la répartition des subventions pourra être adaptée en fonction des besoins réels.

Ce règlement nous permettrait d'avancer petit à petit vers une consommation énergétique plus respectueuse de l'environnement, indispensable pour le futur de la planète. En donnant notre feu vert à la Municipalité nous lui permettrions de soutenir des projets individuels ou collectifs favorables au climat et au développement

durable. Faisons, nous aussi, Conseillers communaux, preuve d'une volonté de changer quelque chose pour le climat et l'environnement.

Alors pensons à l'avenir, aux générations à venir et engageons-nous ! »

M. le Conseiller Robert SCULATI revient sur l'intervention de M. Quentin RACINE qui selon lui met en doute le bienfondé de ce préavis. Il pense pour sa part qu'il faut parfois être un peu courageux dans les prises de décision, même si les moyens ne sont pas les meilleurs. Il est d'avis que le futur de notre planète est alarmiste si l'on se réfère au récent rapport du GIEC qui tend à dire que le temps est compté pour agir. Pour M. le Conseiller, on ne peut plus attendre. Au sujet de la taxe, et notamment l'exemple de la personne âgée qui va devoir la payer même si elle a de la peine à rénover/entretenir sa maison, il considère que c'est le même principe que les impôts communaux, à savoir que la personne âgée paye pour la patinoire quand bien même elle ne fait pas de hockey sur glace ! Même si cela n'est pas la meilleure des manières, il faut être audacieux et entreprendre maintenant quelque chose pour notre environnement. Il y a lieu de donner un signal clair à la population.

M. le Conseiller Olivier DUBI trouve que cette taxe est mal venue car elle oblige les personnes qui sont dans le besoin à financer une partie de l'achat d'un vélo électrique de quelqu'un qui aurait les moyens de se le payer sans cette subvention.

M. Robert SCULATI considère que le but/la volonté de ce préavis n'est pas compris si l'on assimile cette contribution à une taxe. L'objectif se veut être incitatif et avoir une démarche écologique. Cela peut se faire à un prix modeste.

M. Jean-François THEUBET constate que le débat se fixe sur le préavis lui-même alors qu'il y a lieu que le Conseil se prononce sur son entrée ou non entrée en matière, selon l'intervention de M. RACINE. Il en profite pour redemander à ce dernier quels sont les arguments qui le poussent à demander le retrait. M. le Conseiller n'a pas compris s'il y avait des arguments légaux.

M. le Président abonde dans le sens des propos de M. THEUBET quant au fait qu'il faille se prononcer sur la demande M. RACINE. Il explique que ce dernier souhaite que le préavis ne soit pas traité ce soir pour permettre à la Municipalité de le retravailler. Cependant, il considère que les argumentations données jusqu'à maintenant sont d'ordre général et ne vont pas dans le détail du préavis et il estime donc que la procédure est correcte. M. le Président Roberto VALTERIO demande maintenant au prénommé de bien vouloir répondre aux questions de M. THEUBET

M. Quentin RACINE explique que d'un point de vue purement formel les conclusions sont erronées et devront être modifiées. Il rappelle en outre que si l'on doit modifier des conclusions en plénum les commissions qui ont statué sur le préavis doivent rédiger un rapport. Il y a donc là aussi, de toute évidence, un problème légal à ce niveau-là. D'un autre côté, comme il l'a dit précédemment, M. le Conseiller est favorable au développement durable mais même si des modifications peuvent être apportées par le biais d'amendements, il considère que ce règlement devrait être renvoyé à la Municipalité pour lui permettre de le retravailler pour atteindre le même but mais par des moyens différents de financement de ce fonds.

M. le Conseiller THEUBET demande pourquoi M. RACINE considère que les conclusions sont erronées.

M. le Municipal Alain DERIAZ indique que l'Exécutif s'est aperçu que les conclusions n'étaient pas conformes et que c'était justement l'objet d'un des deux amendements déposés. Il en profite pour réaffirmer que cette taxe est incitative et que chaque citoyen doit y participer pour se sentir concerné. M. le Municipal considère que comme cela touche le portemonnaie du contribuable, celui-ci sera d'autant plus attentif et il espère qu'il profitera des subventions qui seront proposées par la création de ce fonds. M. DERIAZ rappelle le constat alarmant lancé par le GIEC tout récemment et pour M. le Municipal il est urgent d'agir afin de réduire rapidement les émissions de CO^2. Il résume ci-après quelques points essentiels du Règlement de la taxe sur l'énergie :

- Les personnes à faible revenu et n'étant pas propriétaires profitent de la subvention pour les abonnements des transports publics et également pour des vélos électriques leur permettant de supprimer une voiture.

- La classe moyenne propriétaire de villa peut profiter des subventions pour mettre une pompe à chaleur, un chauffage aux pellets ou un filtre pour la cheminée.

- Quant aux plus gros consommateurs, comme les Hôtels, ou même TVGD, ils peuvent envoyer un projet à la Municipalité pour une amélioration énergétique ou autre et bénéficier de la subvention proposée par le dernier article.

M. le Municipal DERIAZ estime que cette taxe est un premier pas pour une sensibilisation et une incitation à changer de mentalité et adapter les gestes quotidiens de chacun. Il se demande quelle image de la Commune serait donnée si ce préavis était refusé ou s'il n'y avait même pas une entrée en matière ? Il appelle ainsi les Conseillères et Conseillers à leurs responsabilités afin de laisser à nos enfants un environnement sain et encore vivable.

M. le Municipal Alain DERIAZ précise encore que le tarif de 0,2 ct/kWh, qui est appliqué ici, est le plus bas en comparaison des 25 communes qui ont déjà établi cette taxe. Il indique en outre que ces dernières n'ont pas soumis leur règlement à M. PRIX, au contraire de ce qu'a fait Ollon, sur indication d'une Juriste du Canton... C'est donc la première à solliciter l'approbation de son règlement qui a été refusé par le surveillant des prix simplement parce qu'il s'agissait d'une taxe !

M. Neil KIRBY demande confirmation que ce projet de règlement a bien été envoyé au Service juridique du Canton qui l'a accepté. Si c'est bien le cas, alors il part du principe qu'il n'y a pas de raison juridique de ne pas entrer en matière sur ce préavis. M. le Municipal Alain DERIAZ confirme que ce règlement a été soumis aux juristes cantonaux.

M. Jean-François THEUBET revient à sa question car il n'a toujours pas obtenu de réponse quant à savoir quels sont les arguments qui poussent M. le Conseiller RACINE à dire que les conclusions sont erronées.

M. Quentin RACINE répond qu'il est juridiquement faux de faire voter au Conseil le règlement d'application et l'annexe. Il rappelle que lorsque le préavis sur le règlement relatif à la perception d'une taxe sur les résidences secondaires a été traité, il y avait les dispositions du règlement d'application mais le Législatif n'a pas eu à les voter car c'est typiquement de la compétence municipale, comme pour une annexe. Seuls les règlements (donc les Lois) sont votés par le Législatif et la Municipalité les applique. Il constate donc, dans le cas présent, un problème de base ce qui le motive à dire que,

de ce point de vue, les conclusions sont fausses et que le Conseil devrait uniquement se prononcer sur le Règlement.

Comme déjà annoncé précédemment, M. le Municipal Alain DERIAZ, indique que la Municipalité dépose un amendement sur les conclusions, précisément pour les mêmes raisons que celles invoquées par le Conseiller Quentin RACINE.

Mme Catherine FLÜTSCH comprend les préoccupations de M. RACINE qui souhaite retirer ce préavis, par contre elle se demande pourquoi est-ce que l'on veut absolument la perfection pour ce règlement et pense que les amendements qui sont proposés par la Municipalité règlent le problème. Elle estime que c'est le moment pour le Conseil de donner un signal à la population et qu'il faut agir. D'autre part, Mme la Conseillère réfute l'argument prétendant que ce sera très cher pour quelqu'un qui a peu de moyens. Si elle se réfère à ce qui est indiqué dans le préavis, cela représente Fr./an 6.-- par appartement soit Fr. 0.50 par mois, elle pense dès lors que toute personne peut assumer ce montant.

Mme FLÜTSCH souhaite faire comprendre, que ce règlement n'est qu'une goutte d'eau dans la mer par rapport à ce qu'il y a lieu d'entreprendre pour diminuer le réchauffement climatique. A son sens, c'est un engagement minime en faveur du climat qui est ici demandé d'approuver. Elle évoque les catastrophes naturelles qui frappent sous toutes les latitudes, entraînant des frais considérables pour les Etats et démontrent que la planète va mal. Mme la Conseillère considère qu'il est urgent de trouver des moyens pour limiter les dégâts et tant les Etats que les citoyens doivent agir chacun à leur échelle. Dans cette logique elle estime que la Commune, doit montrer l'exemple. Cette taxe pour promouvoir une consommation énergétique propre, ne lui paraît nullement exagérée et permet juste une prise de conscience locale pour des actions locales. Mme FLÜTSCH constate que d'autres Communes ont déjà pris les devants et admis cette taxe. Elle prévoit que dans un avenir assez proche, les assurances imposeront des contributions supplémentaires à leurs primes pour payer des dégâts qui seront toujours plus nombreux. Il n'y aura alors plus d'alternative pour éviter de payer des taxes. Mme la Conseillère invite donc le Législatif à accepter ce préavis. Elle tient encore à dire que dans certains pays, des mouvements citoyens ont accusés leurs gouvernements de n'avoir pas fait assez pour prévenir le réchauffement climatique et c'est ainsi qu'en Hollande l'Etat a été condamné par le Tribunal suprême. Celui-ci a en effet donné raison à ces citoyens, estimant que le gouvernement ne s'était pas assez investi dans la prévention de ce phénomène. Pour Mme FLÜTSCH il est temps d'agir et, en conclusion, elle demande aux Conseillers de prendre leurs responsabilités au niveau local et de voter oui à cette taxe.

Après avoir entendu l'intervention de Mme FLÜTSCH qui a notamment développé comme quoi la taxe peut être payée par chacun, M. Quentin RACINE voit là une preuve qu'elle n'est pas incitative. Par ailleurs, d'un point de vue formel, il s'étonne que l'on demande, selon ses dires : *« aux gens d'adopter un comportement exemplaire et que nous, Conseillers communaux, on dise si on ne respecte pas les règles légales pour un règlement ce n'est pas grave. Personnellement cela me choque car on a tous été assermentés alors si l'on ne respecte pas la Loi, je ne vois pas comment on pourrait demander aux citoyens de le faire » !*

M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI, en complément à la réponse donnée à M. KIRBY et pour éviter toute confusion ce soir, explique qu'en pareil cas, ce n'est que le règlement qui est envoyé au Département pour validation mais pas l'entier du

préavis. Par conséquent, le Service juridique n'a pas connaissance des conclusions et ne peut donc pas les « contrôler ».

M. Olivier DUBI constate que le simple citoyen n'a pas d'autre choix que de supporter cette taxe.

M. le Président rappelle que les débats portent toujours sur la non-entrée en matière du préavis pour son éventuel renvoi à la Municipalité. Il propose de se diriger vers la conclusion des échanges relatifs à ce point.

Pour répondre à M. RACINE, Mme Catherine FLÜTSCH considère que si le Conseil accepte l'amendement déposé par la Municipalité, les conclusions du rapport deviendront alors réglementaires. Elle encourage une nouvelle fois ses collègues à accepter d'entrer en matière sur ce préavis 2018/10 afin de pouvoir apporter la modification des conclusions.

M. Alain BURNIER appuie les propos de Mme FLÜTSCH.

M. Jean-François THEUBET pense quant à lui que pour pouvoir se prononcer sur un préavis il y a lieu d'avoir le règlement, ses annexes et ses dispositions d'application. Ainsi, le fait de traiter ce préavis en plénum, malgré ce couac au niveau des conclusions, ne lui paraît pas être quelque chose de hors la loi.

M. Marc-Henri DUC demande à la Municipalité si elle ne préférerait pas retirer ce préavis pour le présenter de manière clarifiée au mois de décembre plutôt que de prendre le risque de le voir refuser ce soir.

M. le Syndic Patrick TURRIAN répond que l'Exécutif va laisser le Conseil débattre sur ce règlement, ce qu'il estime sain et conforme à la démocratie. Il considère que c'est une bonne chose que chacun puisse s'exprimer et donner son avis sur ce sujet. Il reconnaît qu'il y a peut-être des lacunes dans ce préavis mais tout comme cela a été le cas pour le règlement de Police qui a suscité de très longues délibérations sur les animaux de rente, il est favorable au débat en plénum. M. le Syndic explique que pour la Municipalité ce préavis est important parce qu'il s'inscrit dans une démarche de développement durable et va dans le prolongement de ce qui a déjà été entrepris en produisant bientôt de l'énergie électrique en turbinant l'eau provenant de La Rippaz, en prévoyant des panneaux solaires sur le toit du nouveau collège de Perrosalle, etc.. Cette démarche s'étend également aux bâtiments, à l'Administration et aux Services communaux qui fournissent tous des efforts allant dans ce sens.

Le Collège municipal a estimé que c'était le moment de donner une impulsion pour encourager les citoyens dans la démarche énergétique et a décidé de concrétiser la possibilité qui était donnée aux Communes, par le biais de la Loi sur le secteur électrique (LSecEl), la possibilité de prélever des *« taxes spécifiques, transparentes et clairement déterminées permettant de soutenir les énergies renouvelables, l'éclairage public, l'efficacité énergétique et le développement durable » (art. 20 LSecEl)*
Toutefois, l'Exécutif n'a pas voulu créer seulement cette taxe mais a aussi voulu créer un équilibre en incitant les citoyens à entreprendre des démarches et/ou des changements bénéfiques à l'environnement par le biais de subventions provenant du fonds pour les énergies renouvelables et le développement durable ». Celui-ci, si le préavis de ce soir est accepté, sera alimenté en partie par la production énergétique et une autre partie par la taxe qui peut être demandée, en vertu de la Loi sur le

secteur électrique (LSecEl). Le Collège municipal a estimé qu'un montant annuel d'env. Fr. 6.-- était raisonnable et supportable pour tous. Son optique est d'encourager les citoyens à se diriger vers le développement durable et de sensibiliser tout le monde. La Municipalité est d'avis que ce serait vraiment regrettable de retirer le préavis maintenant. M. le Syndic invite M. le Président VALTERIO à clore la discussion afin que l'Assemblée puisse se prononcer sur l'entrée ou la non-entrée en matière de ce préavis.

La parole n'étant plus demandée, M. le Président soumet au vote la proposition de M. Quentin RACINE quant à la non-entrée en matière de ce préavis.

Au vote à main levée, par 23 voix la non-entrée en matière est refusée (17 pour et 8 abstentions) et ainsi donc le préavis pourra être traité ce soir.

M. le Président Roberto VALTERIO prend acte de la décision que l'Assemblée vient d'entériner mais avant de passer en revue le règlement, il accorde une pause de quelques minutes afin de permettre aux Conseillères et Conseillers de se rafraîchir et de se désaltérer.

A la reprise de la séance, M. le Président annonce qu'une erreur s'est produite dans le comptage des votes et indique que la non-entrée en matière du préavis est refusée par 31 voix et non pas 23 comme indiqué précédemment. Les autres chiffres restent inchangés.

Avant de procéder à l'énumération des articles du règlement relatifs à la perception d'une taxe sur l'énergie électrique, M. le Président Roberto VALTERIO rappelle aux Conseillers qu'ils peuvent intervenir par un levé de main. Les amendements seront traités au fur et à mesure selon la procédure usuelle.

M. le Municipal Alain DERIAZ indique que la Municipalité dépose un amendement sur les conclusions du préavis. M. le Président en prend note mais indique que cela interviendra après l'examen du règlement.

M. Roberto VALTERIO débute l'énumération des articles.

Article 3 – Financement

M. Stéphane COSANDEY, au nom des membres de la Commission des finances propose d'amender l'article 3. lettre a) comme suit :

« a) Par le taux sur la taxe sur l'énergie électrique. La taxe s'élève au maximum à 0.2 ct le kWh. Jusqu'à concurrence des maximums précités et sur proposition de la Municipalité, le Législatif communal est compétent pour adapter le montant de la taxe à l'évolution des coûts effectifs, tels qu'ils ressortent de la comptabilité communale. »

M. le Conseiller COSANDEY, explique que les membres de la Commission sont d'avis que l'autorité doit être donnée au Conseil Communal pour modifier le montant de la taxe plutôt que la Municipalité décide seule de l'augmenter ou de la faire varier. Ceci s'inscrit dans le protocole appliqué pour l'Arrêté d'imposition et sur lequel le Conseil communal est compétent pour se prononcer. Il est précisé que le reste de l'article demeure inchangé.

M. le Président ouvre la discussion sur cet amendement :

M. Neil KIRBY constate que dans le préavis il est notifié que le taux maximum autorisé de cette taxe est de 0,2%. Il part donc du principe qu'une variation ne pourrait être qu'une réduction de taxe.

M. Stéphane COSANDEY répond que selon les termes du préavis c'est à la Municipalité qu'il appartiendrait de modifier cette taxe. La Commission des Finances propose, quant à elle, que cela soit le Conseil communal qui ait cette compétence sur proposition de la Municipalité.

M. Neil KIRBY demande si l'énoncé « maximum précité » fait bien référence au 0,2% ?

M. Dominique DIETRICH dit qu'en poursuivant la lecture de cet article, on y lit que la Municipalité pourrait **adapter** la taxe, ce qui peut se faire par une hausse ou une baisse. Selon M. le Conseiller : *« ce que la Commission des Finances propose, c'est que si l'on adapte vers le haut, cela soit le Conseil communal qui décide ».*

M. Jean-François THEUBET pense que la proposition de la Commission des Finances va dans la droite ligne de la législation qui prévoit que les impôts et les taxes doivent être soumis au Législatif. Ce n'est pas la Municipalité qui peut décider toute seule d'une taxe. Il soutient donc l'amendement déposé par M. COSANDEY.

Le susnommé répond que c'est effectivement la Loi sur les impôts communaux (LICom) qui régit cela par le biais de ses articles 3bis - Taxes communales et 4 - Taxes spéciales. M. COSANDEY précise que l'art. 3 stipule effectivement que les impôts sont sous l'autorité du Conseil communal, en revanche, l'art. 4 qui traite des Taxes spéciales (comme ici) ne le mentionne pas. Néanmoins, la Commission des Finances estime que la modification de la taxe doit être faite sous le regard du Conseil communal et pas uniquement sous celui de la Municipalité.

M. Gilbert FREYMOND demande si, par la suite, cette taxe va être introduite dans l'arrêté d'imposition.

M. le Syndic Patrick TURRIAN répond que non, à l'image des taxes d'eaux et d'épuration.

Mme Catherine FLÜTSCH pense comprendre le questionnement de M. KIRBY en expliquant ce qui suit : *« si on lit le texte qui dit : la taxe est au maximum à 0,2 ct ; cela veut dire que l'on ne peut pas aller au-delà de ce maximum. Ensuite, il est redit : jusqu'à concurrence du maximum précité, c'est-à-dire le 0,2 ct ; cela prétend que l'on ne pourra jamais aller au-delà. ».* Par conséquent, Mme la Conseillère préconise que pour garder la possibilité d'augmenter un jour la taxe, ce qui sera certainement indispensable à ses yeux, il faut supprimer le début de la deuxième phrase, ce qui donne : *« Par le taux sur la taxe sur l'énergie électrique. La taxe s'élève au maximum à 0.2 ct le kWh. Sur proposition de la Municipalité, le Législatif communal est compétent pour adapter le montant de la taxe à l'évolution des coûts effectifs, tels qu'ils ressortent de la comptabilité communale. »*

M. le Président demande à Mme la Conseillère FLÜTSCH si elle dépose un sous-amendement, ce qu'elle confirme.

M. le Président demande si quelqu'un souhaite encore s'exprimer.

M. le Conseiller Pierre MEYLAN dit que : *« puisque la taxe **pourrait être au-delà de**, il faut enlever le mot maximum ».* Plutôt que de déposer un deuxième sous-amendement, il propose que Mme FLÜTSCH rédige le sien en supprimant ce mot.

M. Gilbert FREYMOND apporte le commentaire suivant, toujours en rapport avec le terme « maximum précité », en citant la phrase du préavis qui dit que : *« Pour information, dans les Communes vaudoises qui ont fait le choix d'introduire cette taxe spécifique, celle-ci varie de 0,2 à 1,5 ct / kWh. ».* M. le Conseiller pense que c'est à ce dernier chiffre qu'il est fait référence.

M. le Municipal Alain DERIAZ lui répond que ce règlement est basé sur un modèle type provenant du Canton dont le Service juridique a vérifié le contenu. Il peut dès lors confirmer que le taux auquel il est fait référence est celui de 0,2 ct/kWh. Il concède qu'il y a lieu de le préciser. En outre, M. le Municipal indique qu'il est favorable à la proposition de M. Stéphane COSANDEY quant à ce que la compétence de se prononcer sur une variation du taux appartienne au Législatif.

Mme FLÜTSCH remet le texte de son sous-amendement au Président VALTERIO qui le lit à l'Assemblée. La teneur est la suivante : *« Par le taux sur la taxe sur l'énergie électrique, la taxe s'élève à 0.2 ct le kWh. Sur proposition de la Municipalité, le Législatif communal est compétent pour adapter le montant de la taxe à l'évolution des coûts effectifs, tels qu'ils ressortent de la comptabilité communale. »*

Cette proposition est soumise à discussion. La parole n'étant pas demandée, il est procédé au vote. A main levée et à l'unanimité cet amendement est accepté.

M. le Président Roberto VALTERIO indique que la discussion se poursuit sur l'amendement présenté initialement par la Commission des finances.

M. Stéphane COSANDEY sollicite l'avis du Président de la Commission des Finances, M. Gilbert FREYMOND, car il lui paraît que le sous-amendement qui vient d'être accepté prend également en compte la proposition faite par la Commission précitée.
Cet état de fait étant confirmé par le Président de la Commission des Finances, l'amendement de celle-ci est retiré et remplacé par la proposition de Mme FLÜTSCH qui devient ainsi un amendement.

M. le Conseiller RACINE se référant à l'amendement qui vient d'être voté, constate que l'alinéa 2 de l'art. 3 a) n'est plus adapté puisque maintenant la Municipalité n'a plus le droit de fixer et d'approuver elle-même une augmentation des tarifs. Il dépose donc un amendement avec la modification suivante : *« Si le montant n'est pas utilisé dans l'année, le solde restera dans le fonds pour constituer une réserve. Conformément à l'article 14 de la Loi sur la surveillance des prix (LSPr), la Municipalité doit consulter la Surveillance des prix avant **de proposer** une augmentation des tarifs. Les dispositions de la LSPr sont réservées. »*

La discussion est ouverte. La parole n'étant pas demandée, il est procédé au vote. A main levée et à l'unanimité l'amendement de M. Quentin RACINE est accepté.

Article 4 - Affectation

M. Dominique DIETRICH considère que les dépenses liées à l'éclairage public ne doivent pas être affectées au fonds communal approvisionné par la taxe spécifique

sur l'énergie électrique. En effet, selon M. le Conseiller, celle-ci se veut incitative pour les citoyens mais ne devrait pas servir à des dépenses du ménage communal. Cette disposition le dérange. Il demande donc à l'Exécutif si *« la Commune doit être incitée ? »*

M. le Municipal Alain DERIAZ répond que cette question a été discutée avec la Commission chargée de l'étude du préavis. Il indique que la décision appartient au Conseil communal de déterminer que l'éclairage public ne soit pas bénéficiaire du fonds pour les énergies renouvelables et le développement durable. Il explique que cet article est repris du règlement type du Canton qu'il faut par ailleurs veiller à ne pas trop modifier pour qu'il reste conforme du point de vue légal.

M. le Syndic Patrick TURRIAN n'est pas tout à fait d'accord avec son collègue Municipal et explique que la Commune est en train de planifier l'éclairage public et qu'il y a toute une réflexion qui s'est engagée, notamment pour adapter l'éclairage de manière à diminuer son intensité la nuit. Selon M. le Syndic, cet article permet de dire qu'une partie de cette taxe peut être utilisée pour que la Commune poursuive ses efforts visant à diminuer la consommation de l'éclairage public et également qu'une partie soit utilisée pour la promotion.

M. Romain BALMER estime, à la suite des explications entendues, que l'action de la Commune s'inscrit plutôt dans le cadre de la lettre *d) développement durable* et qu'il n'y aurait pas besoin de préciser « éclairage public ».

M. le Président demande à M. Dominique DIETRICH quelle suite il veut donner à son intervention.

M. le Conseiller reste sur sa position première dans le sens où il considère que la Commune ne doit pas être bénéficiaire d'une subvention provenant de cette taxe car c'est son rôle d'installer un éclairage public qui corresponde aux nouvelles normes en la matière. Il propose de biffer la lettre b) éclairage public de l'art. 4.

M. le Président demande si quelqu'un de l'Assemblée souhaite apporter une autre modification à cet article et invite M. Dominique DIETRICH à rédiger son amendement afin de formuler officiellement sa demande. Il propose de poursuivre en parallèle l'étude du règlement.

Mme Catherine FLÜTSCH demande pour quelle raison, il n'a pas été demandé à M. RACINE de déposer un amendement écrit à l'inverse de ce qui a été fait précédemment à elle-même et maintenant à M. DIETRICH.

M. le Président répond que la question est tout à fait légitime mais donne l'explication suivante reproduite in extenso : *« parce que derrière il y avait d'autres amendements sur l'article 10 et l'on ne pouvait pas progresser car il y avait d'autres amendements et des discussions. J'ai commis une erreur, j'aurais dû poser la question à l'Assemblée mais j'avais eu des autres demandes de modification de cet article 10 et je savais qu'elles allaient devoir être traitées ».*

Mme la Conseillère FLÜTSCH fait remarquer à M. le Président que le traitement du règlement est seulement à l'art. 4 et qu'il s'agit en l'occurrence de l'art. 3 qu'il est question de la modification proposée par M. RACINE et acceptée par l'Assemblée.

M. le Président s'excuse de cette confusion sur les numéros et confirme qu'il y avait effectivement un amendement et un sous-amendement sur l'art. 3. + un troisième avec celui de M. RACINE et donc qu'il ne pouvait pas avancer dans les articles. M. le Président VALTERIO reconnaît qu'il aurait dû le préciser et s'en excuse.

Article 6. – Bénéficiaire

M. Quentin RACINE, avant de déposer un amendement sur cet article, souhaite des précisions quant au sens du 2ème paragraphe qui stipule : *« Les subventions ne concernant pas un immeuble peuvent uniquement être octroyées en faveur de personnes physiques domiciliées sur la Commune d'Ollon et aux personnes morales établies sur le territoire communal »*. Il demande si cela veut dire que les entreprises pourront octroyer des abonnements aux transports publics ou des vélos électriques à leurs employés.

M. le Syndic répond que cet article est destiné aux entreprises qui décident, par exemple, de passer au chauffage à bois mais pas pour leur octroyer des abonnements. Il prend l'exemple d'un bâtiment qui est propriété d'une Société anonyme qui un jour décide de transformer son installation de chauffage par un système utilisant le bois. Selon les dispositions de ce règlement, cette démarche s'inscrit dans la ligne des actions particulières qui peuvent faire l'objet d'une demande de subventionnement.

Quant aux personnes physiques, M. Alain DERIAZ souligne qu'elles doivent être résidentes de la Commune pour bénéficier d'une subvention.

A la question de savoir si M. RACINE est satisfait de la réponse de la Municipalité, celui-ci avoue ne l'être que moyennement. Il fait alors part de ses considérations, en référence au libellé de l'article, à savoir : « les subventions ne concernant pas un immeuble (donc typiquement les abonnements des transports publics et le vélo électrique) *peuvent uniquement être octroyées en faveur de personnes physiques domiciliées sur la Commune d'Ollon »*, jusque-là il n'y a pas de problème pour M. RACINE mais pour la suite qui dit : *« ...et aux personnes morales établies sur le territoire communal »*, M. le Conseiller le comprend comme ce qui veut bien dire qu'il peut être octroyé des abonnements de parcours pour les transports publics et les vélos électriques aux entreprises ! En outre, en admettant que l'annexe contienne une disposition contraire, il rappelle qu'un règlement à la primauté sur une annexe !

M. Robert SCULATI interroge alors M. RACINE pour savoir si par le biais de son amendement, il serait possible de modifier cet article en gardant uniquement le libellé suivant : *« les subventions ne concernant pas un immeuble ne peuvent être octroyées qu'aux personnes physiques domiciliées sur la Commune d'Ollon »* et retirer le terme *« les personnes morales »*. ?

M. Quentin RACINE répond que c'est précisément l'amendement qu'il s'apprêtait à déposer formellement, au vu des réponses données par la Municipalité.

M. le Conseiller Gilbert FREYMOND estime que ce n'est pas très logique de supprimer une subvention à une personne morale et l'octroyer à la Commune.

M. le Président relit le texte proposé par M. Quentin RACINE pour la modification de l'article 6 : *« Toutes les personnes physiques ou morales assujetties à la taxe spécifique*

peuvent demander à bénéficier d'une subvention du fonds pour des projets situés sur le territoire communal. Les subventions ne concernant pas un immeuble peuvent uniquement être octroyées en faveur de personnes physiques domiciliées sur la Commune d'Ollon ».

M. le Syndic est dubitatif par rapport à cette modification qui supprimerait aux entreprises (personnes morales) le droit de prétendre à une subvention pour un projet innovant en matière de développement durable. Par exemple, si les remontées mécaniques décident de poser des panneaux solaires sur toutes les cabines ou si un hôtel veut présenter un projet innovant en matière d'environnement, il n'y aura pas de subventionnement possible. M. TURRIAN trouve cela regrettable et va à l'encontre de la sensibilisation que la Commune souhaite insuffler à ses citoyens.

M. Jean-François THEUBET note que le dessein du Conseiller RACINE est d'éviter que les entreprises achètent des abonnements et des vélos électriques pour leurs employés. Par conséquent, en regard de l'alinéa 1 qui notifie que : *« Toutes les personnes physiques ou morales assujetties à la taxe spécifique peuvent demander à bénéficier d'une subvention du fonds pour des projets situés sur le territoire communal »,* il considère que cet énoncé permet tout à fait à un hôtel de demander à pouvoir bénéficier d'un subside pour son projet de développement durable. En conclusion, il soutient l'amendement de M. RACINE quant à la modification de l'alinéa 2.

Mme Catherine FLÜTSCH suppose que lorsqu'il est question d'une entreprise c'est équivalent à une personne morale ?! Par conséquent, étant donné qu'il est bien notifié dans le règlement qu'une subvention ne pourrait être octroyée que pour un vélo par personne tous les 5 ans, cela s'entend aussi à une société/entreprise qui ne pourra prétendre qu'à un vélo tous les 5 ans.

M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI dit ne pas comprendre la démarche et la crainte de M. Quentin RACINE que des personnes morales achètent des abonnements généraux CFF pour des personnes qui ne sont pas domiciliées sur le territoire communal. Il ne voit pas la raison d'empêcher un hôtel d'en acheter un pour l'un de ses employés. Ceux-ci étant nominatifs, l'hôtel ne pourrait ainsi pas en acquérir pour tous ses employés. M. le Municipal souligne que Mme FLÜTSCH a par ailleurs répondu partiellement à la question en relevant que la limite est à une personne. Il dit encore partager la crainte de M. le Syndic TURRIAN quant à l'éventuelle suppression des subventions pour les personnes morales.

A la question de savoir s'il maintient le dépôt de son amendement, M. RACINE répond qu'il laisse le Conseil trancher, en maintenant sa proposition.

La parole n'étant plus demandée, et avant de le soumettre au vote, M. le Président Roberto VALTERIO procède à la relecture de l'amendement sur l'art. 6 alinéa 2 de M. RACINE dont la teneur est la suivante *« Toutes les personnes physiques ou morales assujetties à la taxe spécifique peuvent demander à bénéficier d'une subvention du fonds pour des projets situés sur le territoire communal. Les subventions ne concernant pas un immeuble peuvent uniquement être octroyées en faveur de personnes physiques domiciliées sur la commune d'Ollon ».*

A main levée, par 11 oui, 38 non et 7 abstentions l'amendement est refusé.

M. le Président demande si quelqu'un souhaite encore *intervenir sur cet article 6 ?*

M. Quentin RACINE demande à s'exprimer sur l'alinéa 3 de cet article qui prévoit que « Des projets de Services communaux peuvent être également être soutenus par ce fonds ». M. le Conseiller explique partager la même réflexion que celle de M. DIETRICH et ne voit pas pourquoi ce fonds permettrait de financer des projets communaux alors que l'on vante les mérites de la taxe et de la subvention pour inciter à caractère individuel les actions des personnes privées. En la circonstance, il y a une logique qui lui échappe.

M. le Syndic répond qu'après les remontées mécaniques, l'un des grands pourvoyeurs de ce fonds sera la Commune qui, en tant que propriétaire d'immeubles va devoir payer la taxe dont elle ne peut pas être exemptée. Ainsi, la Municipalité part du principe qu'elle pourrait avoir droit à une subvention sur certains projets communaux.

M. Dominique DIETRICH demande s'il n'est pas possible de financer ces projets par le compte 820 du turbinage ?

M. le Syndic répond qu'il serait possible de le faire mais que ce n'est pas le but. Il est prévu que ce compte 820 - Turbinage, approvisionne, à hauteur de 10 % de son résultat, ce fonds destiné au développement durable. Celui-ci pourrait, par exemple, subventionner l'achat d'un véhicule électrique au Service technique et faire preuve ainsi de la volonté communale de suivre cette ligne.

M. Dominique DIETRICH désapprouve la constitution d'un fonds, alimenté par une taxe, et qui serve en définitive à la Commune qui selon lui devrait avoir l'argent pour la dépense en question. Elle a la possibilité de subventionner sans passer par ce fonds, il suffirait selon lui de verser moins du compte 820 Turbinage…

M. Robert SCULATI abonde dans le sens de MM. RACINE et DIETRICH de concevoir que l'incitatif soit financier pour M. et Mme Tout le monde. Par contre, s'il doit y avoir un incitatif au niveau communal, il doit venir du Législatif. C'est ce dernier qui doit décider d'insuffler cette démarche dans le sens du développement durable. Pour M. le Conseiller ce n'est pas une taxe ou une subvention qui doit orienter la politique communale.

M. Neil KIRBY apporte un argument contraire : en admettant qu'à la fin de l'année il reste quelques sous dans ce fonds parce que toutes les subventions n'ont pas été distribuées, il trouve que ce serait mieux de laisser toute latitude à la Municipalité pour éventuellement investir les quelques sous qui resteraient dans un projet de développement durable au sein de la Commune plutôt que de laisser cet argent dormir sur un compte.

M. Quentin RACINE relit la phrase du préavis (page 3) qui explique le but de ce fonds, à savoir : « Cette faible augmentation permettra en effet d'encourager l'utilisation des énergies renouvelables et, par le biais de subsides, offrira aux citoyens la possibilité d'investir individuellement et de manière concrète dans des actions environnementales ».

En définitive, M. Quentin RACINE dépose un amendement sur l'art 6. – Bénéficiaire duquel il souhaite supprimer l'alinéa 3 dont la teneur est : *« Des projets de services communaux peuvent être également soutenus par ce fonds. »*

La parole n'étant pas demandée, il est procédé au vote de cet amendement.

A main levée, par 38 oui, 9 non et 9 abstentions, l'amendement est accepté.

Avant de passer à l'art. 7, ayant reçu l'amendement du Conseiller DIETRICH relatif à l'art 4 et comme convenu précédemment, M. le Président R. VALTERIO donne lecture du texte déposé qui demande la suppression de la *lettre b) éclairage public*.

La parole n'étant pas demandée, il est procédé au vote de cet amendement.

A main levée, par 50 oui et 6 abstentions l'amendement est accepté.

Article 11 - Autorité compétente

M. Jean-François THEUBET fait remarquer qu'en regard de cet article qui stipule : *« la Municipalité est chargée de l'exécution du présent règlement »,* cela évitera de débattre des dispositions d'application et de l'annexe.

M. le Président remercie M. THEUBET pour sa remarque qui va d'ailleurs dans le sens de l'intention de la Municipalité, annoncée par M. le Municipal DERIAZ, d'amender les conclusions du préavis.

Arrivé au terme de l'énumération des articles du Règlement relatif à la perception d'une taxe sur l'énergie électrique, M. le Président R. VALTERIO invite M. le Municipal DERIAZ à déposer son amendement relatif aux conclusions du préavis.

M. le Municipal DERIAZ, au nom de la Municipalité, donne lecture du texte proposant la modification du point 1 des conclusions du préavis comme suit :

« 1. d'APPROUVER tel que rédigé et amendé le Règlement communal relatif à la perception d'une taxe sur l'énergie électrique (RctEE), sous réserve de l'approbation cantonale, ». En effet, contrairement à ce qui était mentionné dans le préavis, les dispositions d'application et l'annexe dudit règlement ne sont pas de la compétence du Législatif et il ne lui appartient donc pas de se prononcer sur ces deux documents.

La discussion est ouverte sur cet amendement.

L'amendement déposé par la Municipalité et la remarque de M. THEUBET amènent deux remarques de la part de M. Quentin RACINE, qui sont, premièrement, la confirmation de son propos tenu en début de préavis, à savoir que le Législatif n'a pas la compétence pour modifier le règlement d'application et, deuxièmement, que l'art. 89 alinéa 3 du règlement du Conseil qui doit régir ses travaux, stipule que *« les amendements aux conclusions d'un préavis municipal ne peuvent être adoptés par le Conseil avant que la Municipalité et la commission compétente ne se soient exprimées à leur sujet ».* Il constate que manifestement les deux commissions ne se sont pas prononcées et ne peuvent pas le faire ce soir. A son avis, ce préavis ne peut pas être voté.

M. le Conseiller Jean-François THEUBET s'interroge sur la possibilité de concertation des commissions, à la faveur d'une brève suspension de séance, afin qu'elles puissent ainsi modifier leur rapport respectif, vu qu'il est question ici de changer la forme mais pas le fond des conclusions. Il estime qu'il y aurait lieu de faire preuve d'un peu de souplesse dans l'application du règlement.

M. le Président Roberto VALTERIO pense qu'il est juste de suspendre quelques minutes la séance afin de permettre, aux Commissions, à la Municipalité et au Bureau de se concerter quant à la manière pragmatique de gérer ce problème juridique car il ne trouverait, selon ses dires : « dommage qu'un esprit taquin puisse invalider les délibérations de ce soir ».

Ces propos suscitent une vive réaction contrariée de M. Quentin RACINE qui se défend d'une telle intention.

M. le Président Roberto VALTERIO précise à M. le Conseiller que ses propos ne lui étaient pas personnellement destinés mais, dixit M. le Président, « *que là vous mettez en évidence un vice de forme et qu'il va falloir trouver une solution pour le résoudre et qu'il faut pour cela une concertation. Le but étant d'éviter un recours qui pourrait très bien venir de l'extérieur du Conseil par quelqu'un qui s'oppose à ce projet et trouve une faille pour le faire invalider* ».

M. le Président suspend donc la séance et demande aux responsables des Commission de s'entretenir de la question.

A la reprise des débats, M. le Président demande à M. Stéphane COSANDEY, rapporteur de la Commission des Finances si cette dernière soutient la proposition de la Municipalité de modifier le point 1 des conclusions du préavis, selon l'amendement déposé.

M. Stéphane COSANDEY répond que la Commission des Finances donne son accord pour modifier les conclusions de son rapport sur la base de la proposition faite par la Municipalité.

M. le Président formule la même question à l'intention de Mme Denise PASTOR pour ce qui est de la Commission technique nommée pour l'étude du préavis 2018/10.
Mme la Conseillère PASTOR confirme l'accord de la Commission ad hoc pour la modification des conclusions de son rapport sur la base de la proposition de la Municipalité.

M. le Président Roberto VALTERIO demande si quelqu'un souhaite encore s'exprimer sur cette modification présentée par l'Exécutif. La parole n'étant plus demandée, il est procédé au vote de l'amendement après sa relecture.

A main levée, par 53 oui, 2 non et 1 abstention l'amendement déposé par la Municipalité sur le point 1 des conclusions du préavis est accepté.

M. le Président VALTERIO ouvre la discussion sur le préavis dans sa globalité.

Malgré le fait que les dispositions d'application et l'annexe du règlement relatives à la perception d'une taxe sur l'énergie électrique ne seront pas débattues, M. Robert SCULATI tient à faire part de l'amendement qu'il avait prévu de déposer sur cette dernière, dont la teneur est la suivante : « *La restriction de l'achat d'un vélo électrique ne doit pas être limitée au Chablais VD/VS. En effet l'achat d'un vélo électrique, que ce soit pour le loisir ou pour des déplacements à son lieu de travail, se fait selon un certain nombre de critères correspondant au besoin de l'utilisateur (type de vélo, puissance, composants, prix, esthétique, disponibilité, choix de marques etc.). La restriction proposée va donc à l'encontre de la volonté du législateur d'encourager*

ce type de mobilité douce, ceci en limitant le choix du consommateur à un périmètre n'offrant pas forcément le produit qui correspond à ses besoins.

D'autre part, il est discutable de ne pas offrir les mêmes possibilités d'acquisition concernant les objets subventionnés (pompe à chaleur et chauffage n'ont pas de limitation géographique d'achat), entraînant de ce fait une inégalité de traitement entre les demandeurs de subventions. »

M. le Conseiller estime que l'achat d'un véhicule neuf ne devrait pas se limiter aux commerces spécialisés dans le Chablais vaudois ou valaisan mais s'étendre à toute la Suisse

M. le Municipal Alain DERIAZ prend note de cette intervention qui sera discutée au sein du Collège municipal.

M. Neil KIRBY demande la parole pour adresser le message suivant aux membres du Conseil communal : *« Comme vous le savez certainement, j'ai été nommé au Conseil d'administration du Centre des Sports de Villars l'année dernière. Basé sur mon expérience de chef finances au sein de grosses sociétés, j'apporte mon regard sur l'équilibre économique du Centre des Sports aujourd'hui et dans le futur. Le Centre des Sports serait un des plus gros contributeurs à ces subventions, dans mon rôle de défenseur des intérêts de cette société je devrais donc voter contre ce préavis. Or je vais voter pour et je vais vous expliquer pourquoi, me basant sur les comptes 2017, je constate que cette taxe représenterait 0.8% de la facture d'électricité du Centre des Sports. Je m'engage, lors de la prochaine réunion du Conseil d'administration de demander un plan au Directeur du Centre des Sports pour économiser ce 0.8% de la consommation d'électricité. Ces 7'000 kWh (ou 19 kWh par jour) pourront certainement être économisés par exemple en optimisant l'heure d'enclenchement et déclenchement des lumières ou en affinant le réglage des compresseurs de la patinoire. Ainsi, au lieu d'être gaspillé, cet argent sera réinvesti dans le subventionnement de projets d'avenir engageant ainsi une spirale vertueuse d'améliorations pour notre planète. »*

M. Vivian MERINAT manifeste le souhait de s'exprimer et précise d'emblée qu'il n'est pas opposé, bien au contraire, au développement durable mais que ce préavis lui pose un dilemme. En effet, M. le Conseiller estime qu'une taxe ne peut pas être incitative. Son argument est de dire que ceux qui sont déjà dans la démarche écologiste ont déjà fait ce pas. Il estime que ce n'est pas avec Fr. 12.-- par année que cela va inciter d'autres personnes à suivre cette ligne. Il désapprouve le fait d'imposer une taxe à tout le monde pour que ce soit seulement quelques-uns qui en profiteront. M. MERINAT regrette la décision qui a été prise de supprimer du règlement la possibilité à la Commune de profiter de ces subventions. Il pense qu'il y avait là « un bon coup à jouer » pour faire profiter l'ensemble de la communauté, c'était que cet argent revienne à la Commune.
M. Robert SCULATI réagit à l'intervention du Conseiller MERINAT en disant que ce n'est pas la taxe qui se veut incitative mais belle et bien la subvention.

M. le Président Roberto VALTERIO rappelle que tout le débat ayant trait à la taxe et aux subventions a été largement mené dans le cadre de la question de l'entrée ou de la non-entrée en matière de ce préavis et que par soucis d'efficacité il considère qu'il serait profitable d'amener des éléments nouveaux qui permettent d'avancer dans le traitement de ce projet.

M. Jean-François THEUBET pense qu'effectivement soit on encourage les gens avec des subventions soit on les contraint par des Lois et des règles encore plus strictes. Dans cette logique, cela l'ennuierait de passer aujourd'hui à côté de subventions pour que dans une dizaine d'années la contrainte soit plus stricte avec des Lois en matière de développement durable qui toucheront tout le monde. Pour cette raison, il va soutenir la subvention qui est derrière cette taxe.

M. le Président demande s'il y a encore des interventions souhaitées sur l'ensemble du préavis. Ceci n'étant pas le cas, il relit les conclusions du préavis municipal en tenant compte de l'amendement voté et accepté sur le point 1 de celles-ci.

A main levée par 34 oui, 18 non et 4 abstentions,

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

Tenant compte des amendements votés et acceptés sur les articles 3, 4, et 6 ainsi que sur le point 1 des conclusions, dont les nouvelles teneurs sont reproduites ci-après :

Article 3. – Financement

a) Par le taux sur la taxe sur l'énergie électrique

La taxe s'élève à 0.2 ct le kWh. Sur proposition de la Municipalité, le Législatif communal est compétent pour adapter le montant de la taxe à l'évolution des coûts effectifs tels qu'ils ressortent de la comptabilité communale.

Si le montant n'est pas utilisé dans l'année, le solde restera dans le fonds pour constituer une réserve. Conformément à l'article 14 de la Loi sur la surveillance des prix (LSPr), la Municipalité doit consulter la Surveillance des prix avant de proposer une augmentation des tarifs. Les dispositions de la LSPr sont réservées.

b) Contribution complémentaire par le centre de frais (ci-après : CF) « Production énergétique »

Si nécessaire, un prélèvement sera effectué via le CF 820 « Production énergétique ». Il correspondra au maximum à 10 % du résultat net de celui-ci en fonction des demandes.

Article 4. – Affectation

La taxe spécifique sur l'énergie électrique est affectée à l'approvisionnement d'un fonds communal, créé à cet effet, appelé « Fonds pour les énergies renouvelables et le développement durable ».

Selon les dispositions légales, les dépenses de ce fonds seront exclusivement affectées aux domaines suivants :

a) énergies renouvelables
c) efficacité énergétique
d) développement durable
Les dépenses du fonds se font conformément aux compétences accordées par le Conseil communal à la Municipalité, par voie budgétaire ou par préavis.

La Commune perçoit des taxes pour couvrir les dépenses du fonds. La Municipalité réévalue chaque année le montant des taxes en fonction des dépenses budgétisées. Les excédents et les déficits des années précédentes sont pris en compte.

Article 6. – Bénéficiaire

Toutes les personnes physiques ou morales assujetties à la taxe spécifique peuvent demander à bénéficier d'une subvention du fonds pour des projets situés sur le territoire communal.

Les subventions ne concernant pas un immeuble peuvent uniquement être octroyées en faveur de personnes physiques domiciliées sur la commune d'Ollon et aux personnes morales établies sur le territoire communal.

Amendement sur le point 1 des conclusions du préavis

1. d'**APPROUVER** tel que rédigé et amendé le Règlement communal relatif à la perception d'une taxe sur l'énergie électrique (RctEE), sous réserve de l'approbation cantonale,

et

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2018/10,
- ayant entendu le rapport de la Commission technique,
- ayant entendu le rapport de la Commission des finances,
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

DÉCIDE

1. d'**APPROUVER** tel que rédigé et amendé le Règlement communal relatif à la perception d'une taxe sur l'énergie électrique (RctEE), sous réserve de l'approbation cantonale,

2. d'**ACCEPTER** que l'entrée en vigueur de ce règlement soit fixée au plus tôt le 1er janvier 2019 ou au premier jour du mois suivant son approbation par la Cheffe du Département en charge du dossier,

3. d'**AUTORISER** la Municipalité à transmettre ces décisions aux entreprises électriques qui desservent le territoire communal pour la mise en application.

L'Assemblée est informée que M. Robert SCULATI, scrutateur, a repris sa place en cette qualité après avoir participé au débat du précédent préavis.

4. Préavis n° 2018/11- Travaux de remise en état suite aux différents événements climatiques de 2018

Auteur du rapport de la Commission des Finances, Mme Janique BONZON, en donne lecture. A l'unanimité des membres présents, les conclusions du dit rapport corroborent celles du préavis municipal.

Par souci de transparence et en se référant à l'art. 23 du règlement du Conseil communal qui notifie que « Aucun membre du Bureau ne peut faire partie d'une commission à la nomination de laquelle il a concouru en cette qualité », M. le Président précise qu'en sa qualité de première Vice-présidente Mme Janique BONZON peut également faire partie de la Commission des Finances car elle y a été élue en début de Législature par le Conseil et avant d'être membre du Bureau.

La discussion est ouverte.

M. Benoît FLEURY demande, au sujet des frais internes des Services communaux, si dans les comptes ce seront des imputations internes.

M. le Syndic répond qu'il y a plusieurs manières de mentionner ces frais de personnel communaux, c'est M. Jean-Marc MATHYS, Garde forestier qui a préparé ce préavis à qui il avait été reproché, en son temps, de ne pas avoir mentionné les travaux internes communaux relatifs à la réalisation du Fun Park (anciennement Coulée Verte). Dans le cas présent, les montants indiqués seront amortis dans le temps et mis en priorité si les résultats financiers le permettent.

M. Jimmy BARRILON demande pour quelle raison à certains descriptifs de travaux les noms des entreprises sont mentionnés, comme par exemple Fr. 60'000.-- pour l'entreprise BONZON alors qu'il est simplement indiqué « entreprise spécialisée avec pelle mécanique » pour un montant de Fr. 98'000.--. Y a-t-il une volonté délibérée ?

M. le Municipal Alain DERIAZ répond que ce n'est pas délibéré, peut-être est-ce le fait qu'il y ait eu plusieurs entreprises qui sont intervenues. Il indique qu'en l'occurrence, il s'agit de l'entreprise de M. Timothée VODOZ qui a travaillé.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close. M. le Président relit les conclusions du préavis avant de les soumettre au vote.

A main levée et à l'unanimité,

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2018/11
- ayant entendu le rapport de la Commission des finances
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'**AUTORISER** la Municipalité à entreprendre les travaux proposés pour un montant total de **Fr. 1'420'662.75,**
2. de lui **ACCORDER** à cet effet, à hauteur des travaux nets (subventions et participations de tiers déduites), le crédit nécessaire par le recours à l'emprunt bancaire dans le cadre du dernier plafond d'endettement voté,
3. d'**AMORTIR** l'investissement net, la première année qui suit la fin des travaux et cela durant une période de 10 ans, par les comptes 320.3310, 321.3310 et 430.3310.

A 23h.50 et voyant l'heure qui avance et les objets qui restent à traiter, M. le Président se voit contraint de solliciter l'autorisation du Conseil pour poursuivre les débats au-delà de minuit, conformément à l'art. 93 du Règlement du Conseil.

A main levée et à la majorité évidente (54 oui et 2 abstentions), les membres de l'Exécutif acceptent de terminer la séance passée l'heure de minuit.

4. Préavis n° 2018/12 - Renouvellement de la signalisation touristique (routière et piétonne)

En regard de l'heure tardive, Mme Eliane FAILLETAZ propose de ne pas lire en entier son rapport, à savoir le début qui résume le préavis, dont tout le monde a connaissance, et de se contenter des considérations et observations de la Commission chargée de son étude.

M. le Président pose formellement la question à l'Assemblée qui l'accepte.

Mme la Conseillère Eliane FAILLETAZ procède donc à une lecture partielle de son rapport qui conclut aux mêmes résolutions que celles proposées par la Municipalité.

Le rapport de la Commission des Finances, lu par Mme Josiane PANCHAUD corrobore également les conclusions du préavis municipal.

Le Président Roberto VALTERIO ouvre la discussion.

M. le Municipal Jean-Christophe LACK déclare que contrairement à ce qui a été dit à la Commission technique, les panneaux des hôtels seront conservés moyennant une remise à jour ou un complément. Cette information a été reçue après avoir consulté le prestataire mandaté pour la fabrication de la nouvelle signalétique. Ces panneaux répondant à une norme des hôteliers suisses pourront être conservés et ainsi satisfaire les intéressés qui en avaient assumé les frais.

M. le Conseiller Robert UNDERWOOD demande à ce que les panneaux liés à des informations touristiques ne masquent pas la visibilité de ceux destinés à une information routière (route fermée, déviation, restriction) ou toute autre information utile quant à certaines conditions spéciales (station fermée pour cause de vent par exemple).

M. le Municipal Jean-Christophe LACK prend note de la remarque.

M. le Conseiller Florian DAVEN demande la raison du changement concernant les panneaux des hôteliers.

M. le Municipal Jean-Christophe LACK répond que c'est à la suite des remarques faites par les hôteliers qui estimaient que ces enseignes, payées de leurs poches, n'étaient pas désuètes et pouvaient être maintenues. Après renseignement pris auprès des instances faîtières et du fournisseur, il s'avère qu'il est possible de les maintenir en y apportant, au besoin, quelques minimes modifications.

La parole n'étant plus demandée, la discussion est close.

M. le Président relit les conclusions du préavis avant de les soumettre au vote.

A main levée et à la majorité évidente (1 abstention)

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2018/12
- ayant entendu le rapport de la Commission chargée de son étude
- ayant entendu le rapport de la Commission des finances
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'**AUTORISER** la Municipalité à entreprendre les travaux relatifs à la mise en œuvre du programme de signalisation proposés pour un montant total de **Fr. 181'231.--,**

2. de lui **ACCORDER** à cet effet, à hauteur des travaux nets, (subventions déduites) le crédit nécessaire par le recours à l'emprunt bancaire dans le cadre du dernier plafond d'endettement voté,

3. d'**AMORTIR** l'investissement net, la première année qui suit la fin des travaux et cela durant une période de 10 ans, par le compte 160.3310.

5. Réponse au postulat de M. le Conseiller communal André BAUMANN intitulé : « Mise à disposition d'un véhicule Mobility sur la Commune d'Ollon »

M. le Syndic Patrick TURRIAN indique que la Municipalité, après avoir effectué une analyse et reçu les représentants du concept Mobility, a décidé de remettre à chaque Conseillère et Conseiller, sa position par rapport au postulat déposé par M. André BAUMANN, lors du Conseil du 22 juin 2018. Le prénommé étant absent ce soir, son avis quant à cette réponse ne peut ainsi pas lui être demandé. M. le Syndic répond volontiers aux questions.

Aucune prise de parole n'étant demandée, l'ordre du jour se poursuit.

La réponse municipale est reproduite ci-après :

« Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers communaux,

En réponse au postulat cité en titre, qui sollicitait d'étudier la prise en charge et mise à disposition, par la Commune d'Ollon, d'un véhicule de car-sharing, la Municipalité informe le Législatif qu'un entretien a eu lieu le 6 septembre dernier avec un représentant de Mobility, organisme en charge de ces véhicules.

D'entrée de jeu, le prénommé a relevé qu'en fonction du nombre actuel d'abonnements conclus par des citoyens boyards, soit 10 pour Villars et 40 pour Ollon, Mobility n'investirait pas d'elle-même quant à la mise à disposition d'un véhicule

Mobility-Flex, ce à l'inverse de Bex ou Aigle où c'est Mobility qui gère ces deux parcs automobiles.

Force est de constater que ces véhicules sont d'abord destinés à effectuer des courses de courtes distances, lesquelles seront à même d'être effectuées au moyen du bus d'agglomération qui sera prochainement mis en fonction et pour lequel la Commune d'Ollon participera à hauteur d'environ Fr. 300'000.--/an.

A l'inverse d'Aigle qui peut être considéré comme étant un point névralgique en matière de transports publics, disposer d'un véhicule à Ollon pour effectuer des trajets identiques à ceux qu'effectuent les nombreux transports publics serait une manière d'investir à perte, ce que les finances communales et futures ne peuvent en l'état se permettre.

Les seuls points positifs que l'on pourrait en retirer seraient, d'une part, que la voiture en question pourrait également être mise à disposition de la Commune qui paierait une location auprès de Mobility, laquelle lui serait ensuite remboursée dans son intégralité et pourrait, d'autre part et sans certitude, inciter des citoyens à ne pas investir dans un second véhicule.

Bien que sur l'investissement qui pourrait être consenti par la Commune le 75 % des recettes enregistrées lui serait remboursé, il n'en demeure pas moins que, en l'état et considérant que le nombre d'abonnements n'augmentera pas de manière significative même si un véhicule est mis à disposition, la Municipalité n'est pour l'instant pas favorable à la requête qui lui est ici faite.

Au vu de ce qui précède, la Municipalité renonce, du moins pour l'instant, à entrer en matière quant à la requête de M. BAUMANN. Par contre, elle ne manquera pas de réétudier cette situation dans deux ans, une fois que le bus d'agglomération aura trouvé tant son rythme de croisière que sa clientèle.

Dès lors, l'Exécutif considère avoir répondu au postulat cité en exergue et vous prie, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, de bien vouloir prendre acte du présent rapport.

Ainsi délibéré par la Municipalité dans sa séance du 10 septembre 2018. »

6. Communications municipales

1. M. le Municipal Jean-Christophe LACK donne lecture de la communication municipale intitulée « Drift n'Fun Touge Villars ».

2. Mme la Municipale Sally-Ann JUFER donne lecture de la communication municipale intitulée : « Dépassement de budget 2018 - CF 310.3141 Entretien des bâtiments et des infrastructures – Remise en état des bordures des logettes à la Moutonnerie ».

3. M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI donne lecture de la communication municipale intitulée : « Dossier du chalet RYBACK, point de situation ».

4. M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI donne lecture de la communication municipale intitulée : « Quel avenir pour la patinoire de Villars ? ».

5. M. le Syndic Patrick TURRIAN donne lecture de la communication municipale intitulée : « Commission relative à la réflexion sur l'aménagement du Centre du village d'Ollon. ».

Ces communications sont annexées au présent procès-verbal et en font partie intégrante.

7. Propositions individuelles

1. Mme la Conseillère Martine SCULATI demande à intervenir et s'adresse aux membres de la Municipalité et du Conseil en ces termes :

   « Nous souhaiterions revenir ici sur une manifestation qui a eu lieu sur le territoire de la commune début septembre à la grande surprise de bon nombre d'entre nous. Je veux parler du Drift n Fun qui a permis à des amateurs de véhicules bruyants et polluants de s'amuser sur notre sol, sans respect aucun pour la nature qui les entoure, une nature qui est pourtant l'atout principal de notre station.

   Pour mémoire, la station de Villars, par l'intermédiaire de M. Aschwanden, a signé une charte environnementale le 1er janvier 2018. Dans son introduction, (je cite): « Cette charte engage l'Office de Tourisme de Villars et ses collaborateurs à se positionner comme acteur du tourisme solidaire, responsable, durable et équitable et à faire valoir ses valeurs auprès des hôtes et des partenaires de la destination. »

   Et sa conclusion :

   « Zone touristique par excellence, nos atouts environnementaux et notre qualité de vie sont des valeurs que nous devons préserver afin que nos hôtes n'aient qu'un regret celui de partir et qu'une envie, celle de revenir. »

   Les différents points abordés dans cette charte démontrent la volonté de la station de s'engager sur la voie du développement durable et de la préservation de son environnement si précieux. Cette volonté s'affiche également sur la page internet de Villars-les Diablerets, sous l'onglet développement durable, (je cite) : « Les préoccupations écologiques actuelles nous incitent à agir en faveur de la préservation de l'environnement qui nous entoure. Au sein de notre Office du Tourisme des actions quotidiennes sont mises en place en prenant en considération des différents aspects du développement durable (social, économique et environnemental). Nous tentons de transmettre ces valeurs à nos partenaires afin d'entreprendre une démarche globale. Tous les acteurs de notre station (commerçants, habitants, hôtes de passage) sont invités à se joindre à cette démarche à protéger cet environnement si précieux afin que la montagne demeure un lieu paisible et préservé. »

   Dès lors, nous nous étonnons de la tenue d'une manifestation telle que le « Drift n Fun Touge » dans ce lieu préservé qu'est le Col de la Croix.

Comment expliquer que la commune d'Ollon autorise cette course alors que la Municipalité de Valnaveys-le-Haut, en France, qui devait accueillir cet événement en premier lieu, ait interdit cette 4e manche de championnat pour des motifs environnementaux.
Est-il compatible de promouvoir le calme et la beauté de nos montagnes dans le respect de l'environnement et, dans un même temps, organiser une course automobile bruyante et polluante, qui, de manière évidente, porte atteinte à l'image de notre station touristique positionnée comme éco-responsable.

Afin que de telles incohérences ne se reproduisent plus et que les manifestations futures soient en accord avec l'image vendue par les acteurs du tourisme, nous demandons à la Municipalité d'être particulièrement attentive à l'impact environnemental et à l'image véhiculée par les manifestations organisées sur son territoire, avant de délivrer les autorisations nécessaires à la tenue des dites manifestations ».

2. M. le Conseiller Neil KIRBY manifeste le souhait de s'exprimer et donne lecture de son intervention qui est reproduite ci-après :

« Le 07 octobre 2016, c'est-à-dire il y a un peu plus de deux ans, ce Conseil, à travers votre serviteur, a déposé une motion intitulée : « Un encouragement à la mobilité douce pour notre Commune ».

Cette motion demandait à la Municipalité d'établir une feuille de route priorisée et chiffrée des mesures à prendre pour établir un réseau cohérent de liaisons de mobilité douce sécurisées avec un accent particulier sur les mesures immédiates (signalétique) permettant une amélioration rapide de l'offre en limitant les coûts. Par ailleurs ces mesures devaient faire l'objet de communications permettant de rendre la population attentive à l'offre et aux progrès envisagés.

Depuis lors, malgré une piqure de rappel dans les deux derniers rapports de la COGE, la Municipalité, à l'exception de la pose de quelques panneaux et une communication au Conseil, a choisi de ne pas s'occuper de ce dossier.

Or, lors des votations du 26 septembre dernier, nous apprenons qu'une vaste majorité de la population, 86.37% pour être précis, est favorable au développement de réseaux de mobilité douce. Donc, loin d'être une notion farfelue d'un écolo extrémiste « en vert et contre tous... » (dixit notre précédent Syndic), cette motion reflétait un souhait de la population Boyarde dans son ensemble.

Par ailleurs, à la lecture du 24 Heures de ce mercredi, j'apprends que le Canton souhaite mettre plus de 17 millions de francs à disposition des Communes pour développer leurs réseaux de mobilité douce. On y apprend également que le Guichet vélo du Canton peut accompagner et conseiller les Communes dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs projets.

Je demande donc à la Municipalité : quand allez-vous enfin honorer ce mandat donné par le Législatif ? »

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET répond sur le ton de l'humour qu'une étape a déjà été accomplie : le Municipal responsable de cette négligence s'est acheté un vélo électrique pour aller étudier le terrain.

M. le Syndic Patrick TURRIAN indique que différentes choses ont déjà débuté mais reconnaît qu'il y a un manque de communication envers le Conseil et d'une manière globale sur ce dossier et s'en excuse. Il indique que des plans ont été réalisés sur les hauts de la Commune par rapport à la mobilité et aux sentiers verticaux et une étude a également été menée pour les routes en traversées afin de privilégier les piétons et que les automobilistes ne se sentent plus en territoire conquis. Quant à la plaine, M. le Syndic évoque les soucis qui découlent du projet Agglo duquel Ollon a été écarté. Il indique que les projets de la Commune, dans ce cadre-là, étaient principalement liés à la mobilité douce et devaient être soutenus par des subventions fédérales et cantonales. Bien que leur réalisation ne dépend pas uniquement de l'obtention de ces subventions, cela allait presque de pair ! M. TURRIAN explique que le bilan global sur la mobilité douce a été fait mais n'a pas été converti en rapport. Il souligne que ces dossiers font l'objet d'un travail constant avec des contacts fréquents entre les Services communaux et cantonaux concernés. Par contre, M. le Syndic ne peut pas garantir l'entier des réalisations tant qu'Ollon n'est pas intégré à l'Agglo.

M. Neil KIRBY remercie M. le Syndic pour sa réponse et souligne que sa motion ne demandait pas des réalisations mais un plan dédié à la mobilité douce et de la communication. Quant aux subventions, M. le Conseiller, s'il se réfère aux articles de presse de la semaine qui relatent que le Canton veut mettre 17 millions à disposition des Communes pour la mobilité douce, il pense qu'il y a certainement des subsides à chercher de ce côté-là.

3. Au sujet de la séance d'information relative à la fermeture de la Poste d'Ollon qui aura lieu le 30 octobre Mme FLÜTSCH relève que l'article du Boyard l'annonce pour 18h.00 et qu'un flyer l'annonce pour 19h.30. Elle suggère que la Commune rectifie l'information par le biais de son service sms ou sur son site.
   M. le Syndic répond que la Poste a réservé la salle pour 18h.00 mais n'a pas précisé l'heure de la séance. C'est à l'occasion d'une toute récente entrevue avec le responsable de cette rencontre que ce dernier a indiqué que si la salle était réservée bien à 18h.00 c'est pour avoir le temps de la préparer pour débuter à 19h.30. Par contre M. TURRIAN précise que ce n'est pas la Commune qui invite la population à cette séance d'information mais bien La Poste et que c'est le tout-ménage qui a été envoyé à la population qui fait foi ! L'information sera toutefois relayée par sms et sur le site communal.

4. M. Jean-François THEUBET félicite M. le Président Roberto VALTERIO pour la bonne direction de cette longue et ardue séance.

5. Mme Stéphanie GENOUD demande si des mesures visant à sécuriser le cheminement des piétons le long de la route entre St-Triphon-village et la halte AOMC (côté route cantonale Aigle-Ollon) sont envisagées. Mme la Conseillère souligne que les véhicules peuvent y rouler à 80 km/h et que de nombreux piétons l'empruntent matin et soir, notamment des apprentis ou des étudiants. Ce tracé

n'est pas éclairé et un fort trafic de poids lourds se rendant dans la zone industrielle toute proche y est constaté.

M. le Municipal Philippe PASTOR répond que différentes solutions sont envisagées mais qu'il est difficile de les concrétiser.

La séance est levée à 0h.30, le 13 octobre 2018

Le Président

R. Valterio

CONSEIL COMMUNAL - CANTON DE VAUD - NOLTO'L'D

La Secrétaire

E. Jelovac

Conseil Communal
1867 Ollon

Concerne : préavis 2018/09 règlement de police

La commission chargée de rapporter sur le préavis susmentionné s'est réunie à 2 reprises : la 1ère s'est déroulée à Bex le 20 septembre en profitant de la séance intercommunale de l'EPOC alors que la seconde a eu lieu à Ollon le lundi 24 septembre. Nous remercions le municipal M. Jean-Luc Chollet, présent à la 1ère séance et qui nous a expliqué les raisons qui ont poussé la municipalité à mettre à jour le règlement de police. Tous les membres de la commission, à savoir Mme Catherine Flütsch, MM Alain Burnier, Daniel Durgnat, Ferenc Rabel et le rapporteur soussigné étaient présents lors des 2 séances. M. Yann Pellissier, suppléant, était excusé.

On peut s'étonner que seule la commune d'Ollon décide de mettre à jour son règlement de police et qu'une telle opération n'ait pas lieu simultanément dans les communes d'Aigle et Bex, partenaires au sein de l'EPOC.

La raison principale qui a motivé la Municipalité d'Ollon à aller de l'avant se trouve dans sa réponse du 19 février 2018 au postulat de M. André Baumann intitulé : « Pour la planification et le développement de places d'accueil destinées au camping- cars ».
Comme mentionné dans cette communication, une modification ou abrogation de l'article 23 du règlement de police actuel, qui mentionne qu'il est interdit de camper sur le domaine public, est la 1ère étape visant à admettre le camping sur notre territoire. Si le nouveau règlement est admis, la Municipalité pourra adopter, par le biais de ses compétences, un règlement sur le camping et le caravaning et pourra ensuite donner des autorisations et fixer le montant de la taxe.

Du moment qu'il était nécessaire de modifier ce règlement qui datait de 2009, un toilettage complet a été jugé nécessaire afin de le mettre en adéquation avec les pratiques actuelles de notre société. La base de ce règlement a été mise à disposition par le Canton et la Municipalité y a apporté des compléments en fonction des spécificités de notre commune et des expériences vécues ces dernières années. Les nouveaux articles sont désormais plus précis, plus complets et « collent » mieux à la réalité.

Le projet qui vous est soumis a déjà été présenté pour consultation à différents services du Canton qui ont suggérés quelques adaptations.

La commission a passé en revue le nouveau règlement et vous suggère 3 amendements qui vous seront proposés lors de la lecture du règlement. Cependant, nous souhaitons vous faire part de quelques considérations sur différents articles :

Article 10 bis « Amende d'ordre » (pages 5 et 6) : Il tient compte de la mise en vigueur de la LAOC (loi sur les amendes d'ordre communal) au 1er mars 2016. Désormais, en plus des organes de police, les membres du personnel communal assermentés et formés pourront infliger des amendes d'ordre réprimant les infractions détaillées à cet article 10 bis.
Afin d'uniformiser les procédures et faciliter le travail des agents de l'EPOC, il serait judicieux que les communes d'Aigle et Bex, qui n'ont pas encore la référence « amende d'ordre » dans leur règlement, procèdent à cette modification. A l'heure actuelle, ces infractions existent déjà dans nos trois communes et elles sont dénoncées par un rapport qui débouche sur une ordonnance pénale. A noter que, même si 2 procédures distinctes vont cohabiter, le montant de l'amende est identique.

Article 18 - e) chantiers point a (page 9)
La commission juge raisonnable le délai de 2 semaines pendant lesquelles les travaux de terrassement avec transport de terre sur la voie publique, l'emploi de pelles mécaniques, de bulldozers ou de toute autre machine similaire sont interdits dans le périmètre ECVA. Les semaines 31 et 32 correspondent aux vacances annuelles du domaine de la construction et cette clause ne va pas pénaliser les entreprises d'autant plus que la Municipalité se garde la possibilité d'accorder des autorisations à qui de droit lors de cas exceptionnels, éboulement par exemple.

Article 27– interdiction de périmètre (pages 11 et 12)
Avec cet article remanié, la municipalité énumère ce qu'il est permis et ce qu'il est interdit de faire sur les zones du domaine public qu'elle aura préalablement définies.

Article 27 bis - bâtiments scolaires (page 12)
L'accès aux bâtiments scolaires est désormais réglementé de manière très précise. Pour info... l'« école-infos » dit : « Accès aux bâtiments scolaires : L'accès aux périmètres et bâtiments scolaires est réservé aux personnes avant un rendez-vous avec un partenaire de l'école ou, pour Ollon, se rendant au secrétariat

Article 73 Stationnement des véhicules (page 21) : Comme déjà annoncé lors d'une séance du Conseil communal, tant que l'agrandissement du parking situé sous le kiosque ne sera pas réalisé, la commune et la police feront preuve de souplesse pour les véhicules parqués sur le domaine public dans le village d'Ollon. Par contre, le règlement sera appliqué dans l'ensemble des hameaux.

La commission tient à souligner l'important travail effectué par le Capitaine Bernard Conod qui a réalisé la mise à jour de ce règlement qui ne parle pas seulement de la police mais également de nombreux autres domaines. La commission le remercie pour le travail accompli

.

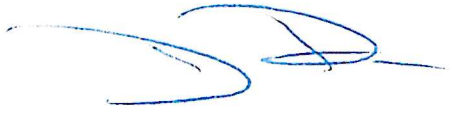
Désormais, tant la Municipalité que l'EPOC disposeront d'un règlement qui leur permettra de gérer au mieux la qualité de vie sur notre territoire communal et faire respecter le droit de chaque citoyen.

Au vu de ce qui précède et sous réserve de l'acceptation des 3 amendements présentés, la commission à l'unanimité des membres présents vous propose :

- D'**adopter** le nouveau règlement de police
- De **fixer** l'entrée en vigueur de ce règlement dès son approbation par la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité ainsi qu'à l'échéance du délai référendaire et de requête à la Cour constitutionnelle.

Ollon, le 28 septembre 2018

Le rapporteur, Dominique Roux



Commune d'Ollon - Règlement de Police – Préavis 2018/09

Amendement No 1

Art. 10 bis (pages 5 & 6) : amende d'ordre :

Nous proposons de rajouter le mot « **mégots** » au dernier point car il nous paraît important que ce terme figure dans ce texte.

Article modifié :

Article 10 bis – Amende d'ordre

1) Les contraventions suivantes sont passibles d'une amende d'ordre au sens de la LAOC :

sur le domaine public ou ses abords

uriner, CHF 100.-
cracher, CHF 100.-
déposer, répandre ou déverser des excréments humains ou animaux, de manière immédiate ou médiate, CHF 100.-
abandonner de façon non conforme ses déchets, CHF 200.-
utiliser des sacs à ordures autres que ceux agréés par la Municipalité CHF 200.-
utiliser un point de collecte des déchets en dehors des horaires prescrits, CHF 200.-
incinérer des déchets ailleurs que dans des installations d'élimination, CHF 100.-
introduire des matières indésirables dans les déchets destinés au recyclage, CHF 200.-
utiliser l'infrastructure pour éliminer des déchets non produits sur le territoire communal, CHF 200.-
mélanger des déchets devant faire l'objet de tri sélectif, CHF 200.-
déposer ou jeter des déchets, notamment papier, débris, emballage, **mégots** ou autres objets, CHF 100.-

2) En plus des organes de police, les membres du personnel communal assermentés et formés conformément à la législation cantonale précitée sont compétents pour infliger les amendes d'ordre réprimant les infractions énoncées ci-dessus.

CONSEIL COMMUNAL
OLLON

CONSEIL COMMUNAL D'OLLON – AMENDEMENT

AMD_____
(laisser libre)

Amendement

OBJET CONCERNÉ PAR L'AMENDEMENT
Règlement de police – article 10bis

DÉVELOPPEMENT DE L'AMENDEMENT (PEUT RESTER VIDE)
La formulation de l'article 10bis n'est pas favorable au maintien de nos traditions que sont les montées à l'alpage ou les désalpes, par exemple. A cela s'ajoutent les déplacements quotidiens des troupeaux de certains paysans ayant encore leur ferme proche, voire même à l'intérieur des villages. Des souillures et encombrement de la voie publique résultent de ces déplacements. Le but de cet amendement est de créer une exception à l'application de l'art 10bis, 3ème point, à l'instar de l'art. 28 où les cloches de vaches et les coqs ne sont pas considérés comme nuisances sonores.
J'ai donc l'honneur, au vu de ce qui précède, de soumettre au Conseil l'amendement suivant, en ajoutant la phrase suivante:

AMENDEMENT
Les souillures engendrées par des troupeaux de bovins ou d'ovins, lors de déplacements empruntant la voie publique (inalpe, désalpe, etc) sont tolérées. Les propriétaires des dits troupeaux doivent prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité des usagers en avertissant l'autorité délégataire et en prévenant des risques au moyen d'une signalisation adéquate.

DÉPÔT (SIGNATURE)
Ollon, le 12 octobre 2018 Amaudruz Maurice

Art 10 bis - Amende d'ordre

1)

- déposer, répandre [...]
  ou animaux (sauf animaux de rente) [...]

Texte

Commune d'Ollon - Règlement de Police – Préavis 2018/09

Amendement No 2

Article 18 – Lutte contre le bruit –point b – 2ème paragraphe (page 9)

La commission considère qu'il n'est pas judicieux d'avancer à 7h le début de l'utilisation de machines et appareils bruyants. Ramener ce début à 8.00 ne va pas pénaliser les ouvriers ou employés communaux qui commencent leur journée à 7.00 car on parle ici de machines et appareils bruyants.

Article 18 – Lutte contre le bruit – point b – 2ème paragraphe

b) en particulier

Il est interdit de troubler la tranquillité et le repos des voisins par l'emploi d'instruments ou d'appareils trop bruyants.

L'utilisation de machines et appareils bruyants est interdite de 20.00 à 08.00 et de 12.00 à 13.00

Le samedi, leur utilisation est autorisée de 09h00 à 12h00 et de 13h30 à 18h00 seulement.

Les points a) - c) – d) demeurent inchangés.

CONSEIL COMMUNAL
OLLON

CONSEIL COMMUNAL D'OLLON – AMENDEMENT

AMD_____
(laisser libre)

Amendement

OBJET CONCERNÉ PAR L'AMENDEMENT
Règlement de police – article 25 - mineurs

DÉVELOPPEMENT DE L'AMENDEMENT (PEUT RESTER VIDE)
Au point a) de l'art. 25, il est stipulé que les mineurs n'ont pas le droit de fumer. Or, la législation fédérale autorise les mineurs de plus de 16 ans à fumer et consommer de l'alcool fermenté. Le canton de Vaud va plus loin en interdisant uniquement la vente aux mineurs.
Par ailleurs, un mineur de plus de 16 ans encore scolarisé dans le cursus obligatoire est soumis à la loi scolaire en vigueur qui interdit toute consommation de tabac et d'alcool.
La Municipalité vous propose donc l'amendement suivant :

AMENDEMENT

Art. 25. - Mineurs

Au sens du présent règlement, sont considérées comme :
a) mineurs : les administrés âgés de moins de 18 ans révolus ;
b) majeurs : les administrés âgés de plus de 18 ans.

Il est interdit aux mineurs :

a) d'acheter des cigarettes ou des produits à base de tabac
b) de moins de 16 ans, de consommer des boissons alcoolisées et de fumer ;
c) de consommer des boissons distillées ou considérées comme telles ;
d) de consommer des produits stupéfiants ;
e) de sortir non accompagnés d'un majeur responsable entre 22 heures et 6 heures.

Les mineurs de plus de 16 ans encore scolarisés dans l'école obligatoire doivent se conformer aux prescriptions de l'art. 102 du Règlement de la Loi sur l'Enseignement Obligatoire (RLEO) et aux règles en vigueur dans l'établissement scolaire qu'ils fréquentent.

DÉPÔT (SIGNATURE)

Ollon, le 12 octobre 2018

Au nom de la Municipalité

Le Syndic:

Le Secrétaire:

MUNICIPALITÉ D'OLLON
LIBERTÉ ET PATRIE

Commune d'Ollon - Règlement de Police – Préavis 2018/09

Amendement No 3

Article 60 – matières inflammables, point 1 (page 18)

Le nouvel article tel que rédigé ne remplit pas sa mission : il est interdit d'allumer ou d'aviver un feu au moyen de substances explosives, de liquides inflammables, à l'exclusion des produits usuels vendus dans le commerce ou d'autres matières inflammables. En finalité on interdit mais on autorise l'usage de tous les produits vendus dans le commerce, la benzine par exemple, qui permettent d'allumer un feu !

D'entente avec M. J.-L. Chollet, cet article a été modifié comme suit :

Article 60. Matières inflammables

1) **il est interdit d'allumer ou d'aviver un feu au moyen de substances explosives, de liquides inflammables, à l'exclusion des liquides allume-feu en vente dans le commerce et expressément prévus à cet effet.**

2) La municipalité ou l'autorité délégataire peut imposer des mesures de sécurité relatives à la préparation, la manutention et l'entreposage de telles matières.

Conseil communal Ollon
12 octobre 2018

Amendement au

Préavis municipal 2018/09
Révision du règlement de police

Article 73 bis

c) aux professionnels de santé effectuant régulièrement des visites à domicile

Stéphane Cosandey

Conseil Communal
Ollon

Amendement

OBJET CONCERNE PAR L'AMENDEMENT :

Article 115 du règlement de police, chiffre 2, lettre b, soit interdire ou restreindre l'usage de systèmes de chauffage électriques ou à gaz sur les terrasses

DEVELOPPEMENT DE L'AMENDEMENT :

Selon le règlement d'application de la loi révisée sur l'énergie, les chauffages en plein air (terrasses, estrades, terrains de foot, etc), ne sont admis que s'ils utilisent exclusivement des énergies renouvelables ou de rejets thermiques inutilisables d'une autre manière.
Des exceptions sont possibles pour des exigences liées à la sécurité ou pour des manifestations, commerces et terrasses existants à l'année exclus, d'une durée maximum de 35 jours consécutifs.
Les chauffages à énergies renouvelables étant pour l'instant extremement couteux, je vous propose donc cet amendement

AMENDEMENT :

J'ai donc l'honneur, au vu de ce qui précède, de soumettre au Conseil l'amendement suivant :
Supprimer à la lettre b : interdire ou restreindre l'usage de systèmes de chauffage électriques ou à gaz sur les terrasses
Et remplacer par :π
Autoriser des chauffages à gaz ou électrique pour des manifestations d'une durée maximum de 35 jours consécutifs

Ollon, le 12 octobre 2018

Jimmy Barilllon

CONSEIL COMMUNAL
OLLON

CONSEIL COMMUNAL D'OLLON – AMENDEMENT

AMD_____
(laisser libre)

Amendement

OBJET CONCERNÉ PAR L'AMENDEMENT

Conclusions, chiffre 1 du préavis municipal n° 2018/10 – Règlement relatif à la perception d'une taxe sur l'énergie électrique

DÉVELOPPEMENT DE L'AMENDEMENT

Telles que rédigées à son chiffre 1, le Conseil communal est chargé d'adopter le Règlement communal relatif à la perception d'une taxe sur l'énergie électrique, ses dispositions d'application et l'annexe.
Or, l'article 3, let. a) du règlement précité stipule que la Municipalité est compétente pour adapter le montant de la taxe à l'évolution des coûts effectifs, tels qu'ils ressortent de la comptabilité communale.
Ce faisant, en acceptant le règlement, le Conseil communal délègue et laisse le soin à la Municipalité d'adapter/modifier dite annexe.

Compte tenu que la rédaction qui vous est proposée contredit le règlement soumis à l'accord de votre Conseil, la Municipalité vous propose d'accepter le règlement et ses dispositions d'application et, pour ce faire vous propose de modifier le chiffre 1 des conclusions par l'amendement suivant :

AMENDEMENT
Conclusions :

Le Conseil communal d'Ollon, dans sa séance du 12 octobre 2018,

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2018/10
- ayant entendu le rapport de la Commission chargée de son étude
- ayant entendu le rapport de la Commission des finances
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

décide

1. d'**APPROUVER** tel que rédigé le Règlement communal relatif à la perception d'une taxe sur l'énergie électrique (RctEE) ~~et ses dispositions d'application~~, sous réserve de l'approbation cantonale,
2. (...)
3. (...)

DÉPÔT (SIGNATURE)

AU NOM DE LA MUNICIPALITE :

Le Syndic :

P. Turrian

MUNICIPALITE D'OLLON

Le Secrétaire :

Ph. Amevet

CONSEIL COMMUNAL
OLLON

CONSEIL COMMUNAL D'OLLON – AMENDEMENT

AMD_____
(laisser libre)

Sous **Amendement**

OBJET CONCERNÉ PAR L'AMENDEMENT

Règlement relatif à la perception d'une taxe sur l'énergie électrique

DÉVELOPPEMENT DE L'AMENDEMENT (PEUT RESTER VIDE)

AMENDEMENT

J'ai donc l'honneur, au vu de ce qui précède, de soumettre au Conseil l'amendement suivant :

Art 3 - Financement

a) la taxe s'élève ~~[illegible]~~ à 0.2 ct le kwh. ~~La municipalité~~ Sur proposition de la Municipalité, le législatif communal est compétent pour adapter le montant de la taxe à l'évolution des coûts effectifs, tels qu'ils ressortent de la comptabilité communale

DÉPÔT (SIGNATURE)

Annexe 2 : Amendement à l'article 3 du Règlement communal relatif à la perception d'une taxe sur l'énergie électrique (RctEE) proposé par la Commission des Finances

Conseil Communal d'Ollon – 12 octobre 2018

Amendement au Préavis municipal n° 2018/10 - Règlement relatif à la perception d'une taxe sur l'énergie électrique

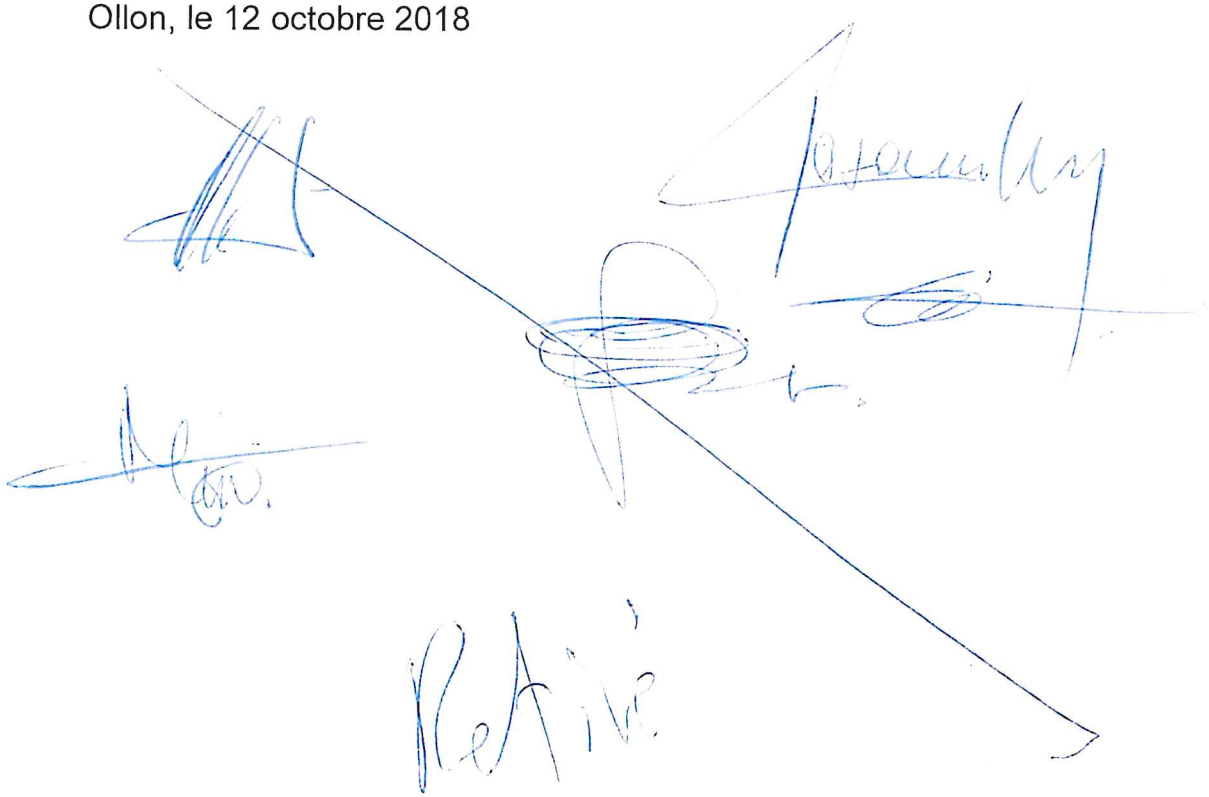
Monsieur le Président,

Les soussignés, membres de la Commission des finances proposent d'amender le Préavis municipal n° 2018/10 - Règlement relatif à la perception d'une taxe sur l'énergie électrique comme suit (encadré) :

Article 3. – Financement
a) Par le taux sur la taxe sur l'énergie électrique
La taxe s'élève au maximum à 0.2 ct le kWh. Jusqu'à concurrence des maximums précités et sur proposition de la Municipalité, le Législatif communal est compétent pour adapter le montant de la taxe à l'évolution des coûts effectifs, tels qu'ils ressortent de la comptabilité communale.

Le reste de l'article demeure inchangé :
« Si le montant n'est pas utilisé dans l'année, le solde restera dans le fonds pour constituer une réserve. [...] Il correspondra au maximum à 10 % du résultat net de celui-ci en fonction des demandes. »

Ollon, le 12 octobre 2018



Amendements QR

Art. 3 Texte de base

(...)

Si le montant n'est pas utilisé dans l'année, le solde restera dans le fonds pour constituer une réserve. Conformément à l'article 14 de la Loi sur la surveillance des prix (LSPr), la Municipalité doit consulter la Surveillance des prix avant de fixer ou d'approuver une augmentation des tarifs. Les dispositions de la LSPr sont réservées.

Art. 3 Texte proposé par QR

Si le montant n'est pas utilisé dans l'année, le solde restera dans le fonds pour constituer une réserve. Conformément à l'article 14 de la Loi sur la surveillance des prix (LSPr), la Municipalité doit consulter la Surveillance des prix avant de proposer une augmentation des tarifs. Les dispositions de la LSPr sont réservées.

Q. Racine

Art. 6 Texte de base

Toutes les personnes physiques ou morales assujetties à la taxe spécifique peuvent demander à bénéficier d'une subvention du fonds pour des projets situés sur le territoire communal.

Les subventions ne concernant pas un immeuble peuvent uniquement être octroyées en faveur de personnes physiques domiciliées sur la commune d'Ollon et aux personnes morales établies sur le territoire communal.

Des projets de services communaux peuvent être également être soutenus par ce fonds.

Art. 6 Texte proposé par QR n°1 (modification de l'alinéa 2)

Q. Racine

Toutes les personnes physiques ou morales assujetties à la taxe spécifique peuvent demander à bénéficier d'une subvention du fonds pour des projets situés sur le territoire communal.

Les subventions ne concernant pas un immeuble peuvent uniquement être octroyées en faveur de personnes physiques domiciliées sur la commune d'Ollon. (...)

Texte proposé par QR n°2 (suppression de l'alinéa 3)

Q. Racine

CONSEIL COMMUNAL
OLLON

CONSEIL COMMUNAL D'OLLON – AMENDEMENT

AMD_____
(laisser libre)

Amendement

OBJET CONCERNÉ PAR L'AMENDEMENT

Art. 4 Affectation

DÉVELOPPEMENT DE L'AMENDEMENT (PEUT RESTER VIDE)

AMENDEMENT

J'ai donc l'honneur, au vu de ce qui précède, de soumettre au Conseil l'amendement suivant :

La suppression du point b eclerage public

DÉPÔT (SIGNATURE)

COMMUNE D'OLLON

LA MUNICIPALITÉ

GREFFE MUNICIPAL

Ollon, le 10 septembre 2018 / PA

Réponse de la Municipalité au postulat déposé le 22 juin 2018 par M. le Conseiller communal André BAUMANN intitulé : « Mise à disposition d'un véhicule Mobility sur la Commune d'Ollon ».

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers communaux,

En réponse au postulat cité en titre, qui sollicitait d'étudier la prise en charge et mise à disposition, par la Commune d'Ollon, d'un véhicule de car-sharing, la Municipalité informe le Législatif qu'un entretien a eu lieu le 6 septembre dernier avec un représentant de Mobility, organisme en charge de ces véhicules.

D'entrée de jeu, le prénommé a relevé qu'en fonction du nombre actuel d'abonnements conclus par des citoyens boyards, soit 10 pour Villars et 40 pour Ollon, Mobility n'investirait pas d'elle-même quant à la mise à disposition d'un véhicule Mobility-Flex, ce à l'inverse de Bex ou Aigle où c'est Mobility qui gère ces deux parcs automobiles.

Force est de constater que ces véhicules sont d'abord destinés à effectuer des courses de courtes distances, lesquelles seront à même d'être effectuées au moyen du bus d'agglomération qui sera prochainement mis en fonction et pour lequel la Commune d'Ollon participera à hauteur d'environ Fr. 300'000.--/an.

A l'inverse d'Aigle qui peut être considéré comme étant un point névralgique en matière de transports publics, disposer d'un véhicule à Ollon pour effectuer des trajets identiques à ceux qu'effectuent les nombreux transports publics serait une manière d'investir à perte, ce que les finances communales et futures ne peuvent en l'état se permettre.

Les seuls points positifs que l'on pourrait en retirer seraient, d'une part, que la voiture en question pourrait également être mise à disposition de la Commune qui paierait une location auprès de Mobility, laquelle lui serait ensuite remboursée dans son intégralité et pourrait, d'autre part et sans certitude, inciter des citoyens à ne pas investir dans un second véhicule.

Bien que sur l'investissement qui pourrait être consenti par la Commune le 75 % des recettes enregistrées lui serait remboursé, il n'en demeure pas moins que, en l'état et considérant que le nombre d'abonnements n'augmentera pas de manière significative même si un véhicule est mis à disposition, la Municipalité n'est pour l'instant pas favorable à la requête qui lui est ici faite.

Au vu de ce qui précède, la Municipalité renonce, du moins pour l'instant, à entrer en matière quant à la requête de M. BAUMANN. Par contre, elle ne manquera pas de réétudier cette situation dans deux ans, une fois que le bus d'agglomération aura trouvé tant son rythme de croisière que sa clientèle.

Dès lors, l'Exécutif considère avoir répondu au postulat cité en exergue et vous prie, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, de bien vouloir prendre acte du présent rapport.

Ainsi délibéré par la Municipalité dans sa séance du 10 septembre 2018.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE :

Le Syndic :

P. Turrian

MUNICIPALITÉ D'OLLON

Le Secrétaire :

Ph. Amevet

COMMUNE D'OLLON

SERVICE DE L'URBANISME

Ollon, le 8 octobre 2018/MPA

COMMUNICATION MUNICIPALE

Drift n'Fun Touge Villars

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Les samedi et dimanche 1er et 2 septembre 2018 a eu lieu le premier Drift n'Fun Touge de Villars. Située sur le dernier KM de la route du Col de la Croix, cette compétition automobile consiste à faire déraper des voitures de manière esthétique dans les différents virages reliant la ligne d'arrivée.

Hautement spectaculaire, ce sport ne plaît pourtant pas à tous. Le drift c'est : on adore ou on déteste !

Si ses détracteurs lui reprochent du bruit et de la fumée, pour d'autres c'est la fermeture de la route du Col de la croix qui ne passe pas.

Cependant, ces deux jours de compétition ont tout de même attiré 1200 spectateurs payants, généré 220 nuitées d'hôtel directes, sans compter les spectateurs.

C'est aussi plus de 60'000 personnes qui ont suivi la compétition en direct sur Facebook, une grande partie des participants et de leurs accompagnants venant de Suisse allemande et de France.

Cette manifestation, rappelons-le sans aucun frais pour notre Commune ni l'Office du tourisme, si ce n'est un passage de balayeuse, avait pour but de :

- Faire découvrir cette discipline au public Suisse et de l'encadrer professionnellement.
- Développer son avenir en Suisse en complétant la tradition des courses de côte par un grand prix de la montagne.
- Promouvoir la station de Villars au niveau international.
- Faire profiter la station des retombées économiques.

La Municipalité, qui a dans un premier temps trouvé cette demande quelque peu décalée par rapport à l'image « idyllique de la pleine nature » de la station, a tout de même décidé, dans un esprit d'ouverture, de laisser se dérouler la compétition à titre d'essai.

Si au moment de tirer le bilan nous constatons que le déroulement de la manifestation a été parfaitement maîtrisé par les organisateurs et ses buts atteints, la Municipalité attend un rapport complet de la part du Comité de l'Office du tourisme afin de connaître son intérêt réel pour la réédition de cette compétition ou de simplement en rester là.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

COMMUNE D'OLLON

SERVICE DE L'URBANISME

Ollon, le 8 octobre 2018 / SAJ / JMM / PA

COMMUNICATION MUNICIPALE

Dépassement de budget 2018 - CF 310.3141 Entretien des bâtiments et des infrastructures – Remise en état des bordures des logettes à la Moutonnerie

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Durant le printemps, il a été constaté à la ferme de la Moutonnerie que les fixations de certaines bordures des logettes des vaches étaient cassées.

Rappelons que ces bordures ont pour fonction de délimiter le lit de paille de la vache du couloir qui est nettoyé par un racleur tiré par un câble.

Force est de relever que le système choisi lors des travaux de rénovation du domaine de la Moutonnerie n'est pas adapté. En effet, l'année dernière, alors qu'il avait déjà été tenté de maintenir ces bordures en renforçant chimiquement les tampons des fixations, il a été constaté que le poids du bétail et le trop grand porte-à-faux ont malheureusement eus raison de ce système.

Plutôt que d'essayer un nouveau « bricolage », il a été choisi de remplacer dites bordures par un mur en béton armé, ouvrage nécessaire afin d'assurer le passage du racleur qui, en cas d'obstacle, risquait de causer des dégâts sur le câble, le treuil ou encore le racleur lui-même.

Pour ne pas avoir à se confronter à ce genre de dégâts, des travaux ont été entrepris au plus vite durant la saison estivale, soit au moment où le bétail ne loge pas à la ferme.

Dès lors, la Municipalité informe votre Conseil que la facture y relative s'élevant à Fr. 27'356.75 a été portée à la charge du CF 310.3141 avec pour conséquence un dépassement du budget équivalent à ce montant.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.



AVANT



APRES

LA MUNICIPALITE

COMMUNE D'OLLON

SERVICE DE L'URBANISME

Ollon, le 27 septembre 2018/MPA

COMMUNICATION MUNICIPALE

Dossier « Rybak » - point de la situation

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Rappel des faits

Les demandes d'autorisation de construire se sont échelonnées entre 2003 et 2013 et le chantier a duré plusieurs années.

Au printemps 2014, la RTS a diffusé une émission télévisée soulevant toute une série de problèmes sur le chantier : constructions non-autorisées, travailleurs non-déclarés. A la suite de cela et d'entente avec le Département du Développement territorial, la Municipalité a ordonné l'arrêt des travaux et le retrait de la grue située en zone « forêt ». Mme RYBAK a alors recouru contre cette décision et, par arrêt du 1er octobre 2014, le Tribunal cantonal a admis partiellement le recours dans le sens où la grue pouvait être maintenue alors que les travaux devaient quant à eux impérativement être suspendus.

En juillet 2015, un constat des travaux réalisés en zone à bâtir a été effectué et les Services cantonaux en ont fait de même pour les secteurs situés hors zone à bâtir et en zone « forêt ».

En mai 2016, les projets de décisions municipale et cantonale sont adressés à la propriétaire. S'en sont suivis plusieurs séances en présence de toutes les parties pour arriver à ce que la propriétaire mandate un bureau de géotechniciens qui puisse établir un projet de déconstruction et de remise en état.

Depuis, de nombreux allers et retours ont été nécessaires pour aboutir à un projet acceptable par la Commune et les Services de l'Etat.

En juillet 2018, les décisions municipale et cantonale conjointes de demande de régularisation, de déconstruction et de remise en état ont été notifiées à la propriétaire qui n'a pas recouru contre ces jugements, le délai étant fixé au 10 septembre dernier.

Suites

Dès lors, les étapes suivantes doivent encore être réalisées avant la remise en conformité complète du site :

- Mise à l'enquête publique de la demande de permis de construire portant sur les travaux de déconstruction et de remise en état dans un délai de 60 jours dès l'entrée en force de la décision
- Réalisation des travaux de remise en état dans un délai de cinq ans dès l'entrée en force de la décision.

Il convient de préciser que la conduite des travaux sera assurée par un bureau de géologue spécialisé en géotechnique.

La Municipalité espère donc que ce dossier se bouclera dans les meilleurs délais et mettra ainsi fin à cette « salade russe ».

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

COMMUNE D'OLLON

SERVICE DE L'URBANISME

Ollon, le 8 octobre 2018 / SAJ / JMM / PA

COMMUNICATION MUNICIPALE

Quel avenir pour la patinoire de Villars ?

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Comme cela a déjà été évoqué lors du dernier Conseil communal, le Conseil d'Administration du Centre des Sports de Villars SA a entamé, dès le printemps dernier, une réflexion sur l'avenir de la patinoire de Villars et de son site environnant.

Il faut d'abord rappeler que cette infrastructure a fait l'objet d'une analyse technique approfondie en 2014. L'une des conclusions révélait que si la structure était encore en bon état, la couverture en tôle de près de 2'000 m² devrait être rénovée dans un délai de 2 ans. Entretemps, le restaurant a dû fermer sa cuisine, elle non plus n'étant plus aux normes d'hygiène pour une exploitation telle quelle.

Il faut encore rajouter à cela des installations de refroidissement vétustes et très énergivores ainsi que des coûts d'exploitation qui engendrent une perte annuelle de plusieurs centaines de milliers de francs et ce rien que sur cette seule installation.

Dès lors, plusieurs pistes ont été évoquées comme la rénovation du restaurant et de tout le bâtiment ou encore la pose de panneaux solaires sur le toit de la patinoire.

Mais, plutôt que d'adopter une politique des petits pas coûteux, la CA a décidé d'avoir une vision globale des installations et du site. Il a ainsi mandaté le bureau de consulting Emch & Berger à Lausanne afin qu'il compile les différentes études existantes (trafic, parking, programme de locaux, rapport sur la structure, etc.).

Ce bureau peut dès à présent démarcher des investisseurs potentiels avec un dossier complet présentant pas de moins de 7 variantes afin de valoriser le site de glace. Celles-ci vont d'un maintien et d'une rénovation de la patinoire à sa destruction, au profit d'infrastructures orientées 4 saisons, en passant par la construction éventuelle d'une salle de congrès de 500 places. Tous ces projets seraient accompagnés d'hébergement hôtelier à prix abordable (2 étoiles ou auberge de jeunesse).

./..

A ce jour, aucune option n'est arrêtée et le CA s'est engagé à tenir la population informée de l'avancée de ses réflexions.

Pour terminer et afin d'améliorer la sécurité, des travaux vont être entrepris sur le toit avant l'hiver. Bien qu'une sécurisation totale de cette couverture ne puisse être garantie par l'entreprise mandatée, le CA a tout même validé cette dépense extraordinaire de Fr. 11'000.--.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

COMMUNE D'OLLON

SERVICE DE L'URBANISME

Ollon, le 8 octobre 2018 / NCT / PA

COMMUNICATION MUNICIPALE

COMMISSION RELATIVE A LA REFLEXION SUR L'AMENAGEMENT DU CENTRE DU VILLAGE D'OLLON

Monsieur le Président,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Cette communication a pour objectif de vous tenir informés sur les travaux de la Commission consultative relative au futur du centre du village d'Ollon.

Pour rappel, cette commission a été mise sur pied suite à la demande que M. le Conseiller communal Manuel DULEX émise lors de la séance du Conseil communal du 4 avril 2017. Elle est formée de représentants de la Municipalité, des groupes politiques (PLR, PS, UDC et LES VERTS), du Cartel des sociétés locales et de la Société des commerçants d'Ollon.

Le mandat qui a été confié à ce groupe de travail était de mettre tous les acteurs autour de la table afin de partager et éventuellement prendre en compte les attentes de chacun.

Lors de la première séance qui s'est déroulée le 30 novembre 2017, les représentants municipaux ont précisé le périmètre concerné, soit : Caserne des pompiers et ses abords, parking du Centre, Grande Salle d'Ollon, Bâtiments du Cotterd et de l'Administration communale.

Après avoir également rappelé les contraintes en termes d'urbanisme et de Police des constructions, il a été demandé à ce que chaque groupe rapporte les demandes, les souhaits et les remarques de leurs membres afin d'améliorer et dynamiser le centre du village d'Ollon lors de la réunion suivante fixée au 8 mai 2018.

Lors de cette deuxième rencontre, tous les représentants de groupes ont fait part de leurs souhaits ou remarques qui sont, par priorité, listés comme suit :

- agrandir et enterrer le parking du Centre,
- maintenir la Grande salle tout en améliorant ses caractéristiques phoniques,
- créer un parc arborisé et des places de jeux,
- créer des logements protégés ou adaptés,
- construire des locaux de rangement pour les sociétés locales,
- construire une maison du terroir,
- créer une place de fête.

Le Collège municipal vous informe dès lors qu'il a pris note de ces propositions et qu'il en tiendra compte lors de l'élaboration de projets dans le centre du village d'Ollon mais n'a, pour l'heure, pas fixé de calendrier pour l'exécution de ces derniers.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE